

**Services publics et
Approvisionnement Canada**

Rapport sur les résultats ministériels 2024 à 2025



Joël Lightbound, c.p., député
Ministre de la Transformation du
gouvernement, des Travaux publics et de
l'Approvisionnement



Services publics et
Approvisionnement Canada

Public Services and
Procurement Canada

Canada 

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, 2025

Numéro de catalogue : P1-34F-PDF

ISSN : 2561-2077

Aussi disponible en anglais sous le titre : 2024 to 2025 Departmental Results Report

Rapport sur les résultats ministériels 2024 à 2025 de Services publics et Approvisionnement Canada

Table des matières

- [En un coup d'œil](#)
- [Message du ministre](#)
- [Résultats : Nos réalisations](#)
 - [Responsabilité essentielle 1 : Achat de biens et de services](#)
 - [Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité](#)
 - [Responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructure](#)
 - [Responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement](#)
 - [Responsabilité essentielle 5 : Ombud de l'approvisionnement](#)
 - [Services internes](#)
- [Dépenses et ressources humaines](#)
 - [Dépenses](#)
 - [Financement](#)
 - [Faits saillants des états financiers](#)
 - [Ressources humaines](#)
- [Tableaux de renseignements supplémentaires](#)
- [Dépenses fiscales fédérales](#)
- [Renseignements ministériels](#)
- [Définitions](#)

En un coup d'œil

Le présent rapport sur les résultats ministériels présente les réalisations réelles de Travaux publics et Approvisionnement Canada (SPAC) par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans son [Plan ministériel 2024 à 2025](#).

- [Vision, mission, raison d'être et contexte opérationnel](#)

Principales priorités

PSPC a cerné les principales priorités suivantes pour 2024 à 2025 :

Modernisation de l'approvisionnement

- poursuivre la mise en œuvre progressive de l'initiative de modernisation des contrats de SPAC, qui vise à assurer la cohérence des contrats publics et à en réduire la complexité pour les fournisseurs et les clients

- poursuivre la modernisation des pratiques d’approvisionnement, en privilégiant la simplification des projets d’approvisionnement et l’utilisation croissante des technologies numériques
- mettre en place des services spécialisés d’aide à la négociation pour les contrats publics complexes et de grande valeur, en développant les capacités à négocier de meilleurs résultats contractuels et à assurer aux clients le meilleur rapport qualité-prix
- adopter des politiques et des outils qui profitent aux petites et moyennes entreprises canadiennes

Prestation de services

- collaborer avec les principaux partenaires pour fournir les services de haute qualité que les Canadiens et Canadiennes attendent et méritent, ce qui comprend des mesures pour régler les problèmes de paye des fonctionnaires et faire avancer les travaux consacrés au système de paye et de ressources humaines (RH) de la prochaine génération

Logement

- soutenir les efforts du gouvernement du Canada en matière de logement en accélérant le processus d’aliénation des biens fédéraux excédentaires et sous-utilisés susceptibles d’être transformés en logements

Régime de soins dentaires

- continuer à collaborer étroitement avec les principaux partenaires à la mise en œuvre du Régime canadien de soins dentaires et assurer un plan de communication coordonné, régulier et efficace avec les Canadiens et les Canadiennes

Fait saillants pour Services publics et Approvisionnement Canada en 2024 à 2025

- Total des dépenses réelles (services internes compris) : 5 451 590 462 \$
- Total des équivalents temps plein (services internes compris) : 18 916

Pour tout savoir sur les dépenses totales et les ressources humaines de PSPC, veuillez consulter la [section Dépenses et ressources humaines](#) de son rapport complet sur les résultats ministériels.

Sommaire des résultats

Voici un résumé des résultats atteints par le ministère en 2024 à 2025 dans ses principaux secteurs d’activité, appelés « responsabilités essentielles ».

Responsabilité essentielle 1 : Achat de biens et de services

Dépenses réelles : 227 211 193 \$

Personnel équivalent temps plein réel : 2 263 Équivalents temps plein (ETP)

- SPAC a fait progresser la transformation et la modernisation de la passation des contrats de services professionnels en introduisant des changements importants pour renforcer la surveillance des contrats de services professionnels, ainsi qu'en rationalisant et en simplifiant les mécanismes d'approvisionnement obligatoires.
- SPAC a contribué à l'amélioration des résultats socio-économiques des peuples autochtones en multipliant les débouchés pour les entreprises des Premières Nations, des Inuits et des Métis dans le cadre du processus d'approvisionnement fédéral.
- SPAC a aidé les Forces armées canadiennes et la Garde côtière canadienne à mettre en œuvre la politique de défense récemment mise à jour et la Stratégie nationale de construction navale.
- SPAC a poursuivi l'élaboration et l'application de diverses mesures visant à protéger les chaînes d'approvisionnement fédérales contre les violations des droits de la personne.
- SPAC a donné l'impulsion à l'adoption et à la promotion des achats écologiques auprès des autorités contractantes dans l'administration fédérale.

Pour en savoir davantage sur [Achat de biens et de services](#) de SPAC, veuillez consulter la section « Résultats : Nos réalisations » de son rapport sur les résultats ministériels.

Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité

Dépenses réelles : 883 208 784 \$

Personnel équivalent temps plein réel : 5 989 ETP

- Les travaux destinés à garantir l'exactitude et la rapidité du traitement de la paye ont progressé, et l'automatisation du système de paye en vue de réduire l'arriéré est restée une priorité.
- SPAC a renforcé les pratiques des ressources humaines (RH) et de la paye dans l'administration fédérale afin d'accroître la fiabilité et la cohérence des données des RH, d'augmenter l'exactitude de la paye des employés et de se préparer pour l'avenir des RH et de la paye.
- Le ministère a amélioré ses services de pension en mettant en place des portails Web actualisés pour les participants actifs et en augmentant l'efficacité et l'accessibilité du portail Web des services de pension.

Pour en savoir davantage sur [Paiements et comptabilité](#) de SPAC, veuillez consulter la section « Résultats : Nos réalisations » de son rapport sur les résultats ministériels.

Responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructure

Dépenses réelles : 3 775 611 745 \$

Personnel équivalent temps plein réel : 4 736 ETP

- SPAC a beaucoup progressé dans l'application de mesures en lien avec les priorités du gouvernement du Canada en matière de logement, d'aliénation de biens et de réduction du portefeuille de locaux.
- Le ministère a poursuivi la remise en état des principaux biens patrimoniaux et stratégiques du pays et a fait avancer de grands projets d'infrastructure destinés à améliorer l'état, la sécurité et la durabilité des bâtiments de l'État, des ouvrages techniques et des ponts interprovinciaux, afin que ceux-ci continuent de servir les Canadiens et Canadiennes, aujourd'hui et demain.
- SPAC a fait progresser une série d'initiatives en matière de durabilité et d'environnement, par exemple en réalisant des progrès mesurables dans la réduction des matières plastiques, en faisant diminuer le niveau de carbone intrinsèque dans les matériaux de construction et les émissions de gaz à effet de serre, en appliquant des mesures de résilience climatique et en assurant l'assainissement des sites contaminés.
- SPAC a fait avancer les efforts de réconciliation en renforçant ses liens avec les peuples autochtones à la faveur de consultations constructives, d'un processus inclusif et d'une collaboration permanente.

Pour en savoir davantage sur [Biens et infrastructure](#) de SPAC, veuillez consulter la section « Résultats : Nos réalisations » de son rapport sur les résultats ministériels.

Responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement

Dépenses réelles : 167 777 405 \$

Personnel équivalent temps plein réel : 2 560 ETP

- Par l'intermédiaire du Bureau de la traduction, SPAC a continué à fournir des services de traduction, d'interprétation et de terminologie dans les langues officielles, autochtones, étrangères et des signes au Parlement du Canada et au gouvernement du Canada.
- Le Bureau de la traduction a par ailleurs réalisé le projet GCtraduction, un centre linguistique en libre-service qui contribue à la transformation numérique en fournissant aux employés un accès sécurisé et en temps réel à des outils linguistiques basés sur l'intelligence artificielle (IA).
- Le ministère a poursuivi ses efforts pour garantir que le gouvernement travaille avec des fournisseurs respectueux des principes d'éthique et que les informations sensibles soient dûment traitées en mettant sur pied le Bureau de l'intégrité et de la conformité des fournisseurs.
- SPAC a continué à améliorer le Programme de sécurité des contrats et le Programme des marchandises contrôlées en réponse à l'évolution de l'environnement et a élaboré une méthode de prestation de services axée sur le client pour protéger les informations et biens sensibles et stratégiques de l'État que le secteur privé consulte.

Pour en savoir davantage sur [Soutien à l'échelle du gouvernement](#) de SPAC, veuillez consulter la section « Résultats : Nos réalisations » de son rapport sur les résultats ministériels.

Responsabilité essentielle 5 : Ombud de l'approvisionnement

Dépenses réelles : 5 356 263 \$

Personnel équivalent temps plein réel : 33 ETP

- Le Bureau de l'Ombud de l'approvisionnement (BOA) a effectué des études pour attirer l'attention sur les diverses questions liées à l'approvisionnement et informer sur les éléments essentiels du processus d'approvisionnement fédéral.
- Le BOA a continué à aider les fournisseurs et les ministères fédéraux à résoudre de manière informelle les problèmes liés à l'approvisionnement et a offert à cette fin des services de règlement extrajudiciaire des différends.

Pour en savoir davantage sur l'[Ombud de l'approvisionnement](#), veuillez consulter la section « Résultats : Nos réalisations » de son rapport sur les résultats ministériels.

Message du ministre



L'honorable Joël Lightbound, c.p., député

Ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement

En tant que ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement, j'ai le plaisir de présenter le Rapport sur les résultats ministériels pour 2024 à 2025. Ce rapport met en lumière la façon dont SPAC a continué d'obtenir des résultats réels et mesurables pour les Canadiens et les Canadiennes en sa qualité d'acheteur central, de gestionnaire des biens immobiliers, d'autorité linguistique, d'administrateur de la paye et des pensions, de trésorier et de comptable du gouvernement du Canada.

L'approvisionnement maritime et de défense est demeuré une priorité absolue cette année. SPAC a appuyé la politique de défense récemment révisée du Canada et a fait progresser la Stratégie nationale de construction navale, pour veiller à ce que les Forces armées canadiennes et la Garde côtière canadienne disposent de l'équipement et des services modernes dont elles ont besoin. Ces projets renforcent l'industrie de la construction navale du Canada, soutiennent des milliers de bons emplois et créent des avantages économiques durables d'un océan à l'autre.

En sa qualité d'acheteur central du gouvernement fédéral, SPAC a fait d'importants progrès sur le plan de la modernisation de l'approvisionnement. Grâce au nouveau centre de services d'approvisionnement et à l'expansion des outils numériques, faire affaire avec le gouvernement fédéral devient plus transparent, accessible et efficace. Le ministère a également renforcé sa capacité de gestion des services professionnels et d'analyse des données afin d'améliorer la surveillance et de veiller à la prise de décisions éclairées, opportunes et responsables.

En 2024 à 2025, SPAC a encadré avec succès la mise en œuvre du contrat de traitement des demandes de remboursement du Régime canadien de soins dentaires, le plus vaste régime de soins dentaires de l'histoire du Canada. Cette réalisation représente un jalon important dans l'amélioration de l'accès aux soins dentaires pour des millions de Canadiens et de Canadiennes.

SPAC a également continué à faire progresser la Réconciliation économique avec les Peuples Autochtones grâce à des résultats concrets. Le ministère a élargi les possibilités pour les entreprises des Premières Nations, des Inuits et des Métis dans les marchés publics fédéraux et a appuyé la mise en œuvre de la cible visant à ce que les entreprises autochtones participent à hauteur de 5 % aux contrats fédéraux. SPAC renforce ses relations commerciales avec les fournisseurs autochtones et fait la promotion de leur participation aux grands projets fédéraux, contribuant ainsi à créer de nouveaux emplois et des avantages économiques durables dans les collectivités partout au pays.

Rendre le logement plus abordable est demeuré une priorité nationale urgente. SPAC a accéléré son examen des terrains et des propriétés appartenant au gouvernement fédéral afin de trouver des emplacements potentiels pour de nouveaux logements, ce qui a contribué à accroître l'offre de logements et à mieux utiliser les biens publics au profit des Canadiens et des Canadiennes.

En sa qualité de gestionnaire des paiements et de la comptabilité du gouvernement fédéral, SPAC a continué de se concentrer sur la rémunération exacte et à temps des fonctionnaires, tout en faisant progresser les travaux sur le système des ressources humaines et de la paye de la prochaine génération afin d'améliorer la fiabilité et la prestation des services.

D'importants progrès ont été réalisés dans la restauration de l'édifice du Centre de la Cité parlementaire, qui en est maintenant à la phase de reconstruction structurelle. Conjointement avec la stratégie de Laboratoires Canada, ces travaux reflètent l'engagement de SPAC à l'égard d'infrastructures fédérales durables, résilientes aux changements climatiques et prêtes pour l'avenir.

L'accessibilité est également demeurée une priorité. Dans le cadre de l'Initiative sur l'accessibilité de l'environnement bâti du gouvernement, SPAC veille à ce que les installations fédérales respectent ou dépassent les normes d'accessibilité et à ce que les nouveaux projets continuent d'intégrer les pratiques de conception les plus inclusives.

L'intégrité et la transparence sont au cœur du mandat de SPAC. La création du Bureau de l'intégrité et de la conformité des fournisseurs renforce la surveillance et fortifie les normes éthiques auxquelles les Canadiens et les Canadiennes s'attendent à juste titre dans toutes les activités liées à l'approvisionnement et aux biens immobiliers du gouvernement fédéral.

Finalement, par l'intermédiaire du Bureau de la traduction, SPAC a continué de fournir au Parlement et aux institutions fédérales des services de traduction, d'interprétation et de terminologie de grande qualité dans les langues officielles, autochtones, étrangères et des signes. Le ministère a également fait progresser l'innovation grâce à des partenariats avec le Conseil national de recherches Canada, notamment en lançant GCtraduction, un nouveau centre linguistique en libre-service fondé sur l'intelligence artificielle qui offre aux employés un accès sécurisé et en temps réels à des outils linguistiques basés sur du contenu canadien.

Ces réalisations soulignent le rôle central de SPAC dans le maintien du fonctionnement efficace et efficient du gouvernement. Les Canadiens et les Canadiennes comptent sur ces services tous les jours et le travail du ministère doit se poursuivre pour de nombreuses années encore afin de répondre aux besoins en constante évolution de notre pays. En faisant progresser les grands projets d'infrastructure, en mettant en œuvre des solutions numériques novatrices et en veillant à ce que les programmes et les services fédéraux soient accessibles, SPAC fait une différence tangible dans la vie quotidienne des Canadiens et des Canadiennes. Je vous invite à en apprendre davantage sur cet important travail et les résultats obtenus dans le Rapport sur les résultats ministériels 2024 à 2025.

L'honorable Joël Lightbound, C.P., député

Ministre de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement

Résultats : Nos réalisations

Responsabilités essentielles et services internes

- [Responsabilité essentielle 1 : Achat de biens et de services](#)
- [Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité](#)
- [Responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructure](#)
- [Responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement](#)
- [Responsabilité essentielle 5 : Ombud de l'approvisionnement](#)
- [Services internes](#)

Responsabilité essentielle 1: Achat de biens et de services

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Priorités pangouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)

Description

SPAC achète des biens et des services pour le compte du gouvernement du Canada.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux domaines suivants du [Cadre de qualité de vie pour le Canada](#) :

- au domaine Prospérité et aux indicateurs « Productivité » et « Croissance des entreprises », en soutenant les petites et moyennes entreprises (PME) et en faisant augmenter la participation des groupes sous-représentés aux processus de marchés publics, y compris les entreprises autochtones
- au domaine Saine gouvernance et à l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions publiques », par la tenue d'activités visant à augmenter l'efficacité et la compétitivité des processus d'approvisionnement ainsi que la satisfaction de la clientèle à cet égard
- au domaine Environnement et à l'indicateur « Émissions de gaz à effet de serre », en augmentant le nombre de véhicules zéro émission qu'il y a lieu d'acquérir au moyen des méthodes d'approvisionnement de SPAC

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 1 : Achat de biens et de services.

Tableau 1 Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix

Le tableau 1 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les organisations fédérales disposent des produits et services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage de la satisfaction globale des clients à l'égard des services d'approvisionnement de SPAC	Au moins 80 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 80 % 2023 à 2024 : 80 % 2024 à 2025 : 82 %
Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 1 (de base) attribués dans les délais prescrits	Au moins 85 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 64 % 2023 à 2024 : 58 % ¹ 2024 à 2025 : 62 % ²
Pourcentage des contrats originaux d'une complexité de niveau 2 (normal) attribués dans les délais prescrits	Au moins 80 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 75 % 2023 à 2024 : 66 % ³ 2024 à 2025 : 64 % ⁴
Coût des services d'approvisionnement par 100 \$ de contrat	Au plus 1,75 \$	Mars 2025	2022 à 2023 : 1,23 \$ 2023 à 2024 : 1,19 \$ 2024 à 2025 : 0,93 \$

¹ SPAC mène actuellement un certain nombre d'initiatives de transformation pour améliorer ses processus d'approvisionnement, y compris l'intégration de nouvelles considérations et exigences socioéconomiques supplémentaires. La rapidité, l'ampleur et la portée des changements en cours a eu une incidence sur les délais de traitement des approvisionnements. Pour appuyer cette transition, SPAC a mis en œuvre un nouveau modèle de gouvernance et a mis à jour les principaux documents d'orientation qui guident les agents d'approvisionnement ministériels. Ces efforts aideront SPAC à respecter les délais prescrits à l'avenir.

² Diverses initiatives de transformation étaient en cours pour améliorer les processus d'approvisionnement et de collecte de données de SPAC, par exemple l'intégration et la correction des systèmes et des données en place. La rapidité, l'ampleur et la portée de ces changements ont influé sur les délais d'approvisionnement. L'indicateur fait l'objet d'une révision pour en augmenter l'utilité et la facilité d'utilisation pour les rapports futurs.

³ SPAC mène actuellement un certain nombre d'initiatives de transformation pour améliorer ses processus d'approvisionnement, y compris l'intégration de nouvelles considérations et exigences socioéconomiques supplémentaires ainsi que de la formation et de l'éducation pour les soutenir.

⁴ Diverses initiatives de transformation étaient en cours pour améliorer les processus d'approvisionnement et de collecte de données de SPAC, par exemple l'intégration et la correction des systèmes et des données en place. La rapidité, l'ampleur et la portée de ces changements ont eu une incidence sur les délais d'approvisionnement. L'indicateur fait l'objet d'une révision pour en augmenter l'utilité et la facilité d'utilisation pour les rapports futurs.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels par rapport aux contrats à fournisseur unique	Au moins 80 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 80 % 2023 à 2024 : 79 % ⁵ 2024 à 2025 : 78 % ⁶
Pourcentage de processus d'approvisionnement concurrentiels complexes pour lesquels au moins deux soumissions satisfaisantes ont été reçues (niveaux 3 à 5)	Au moins 62 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 67 % 2023 à 2024 : 56 % ⁷ 2024 à 2025 : 63 %

Tableau 2 : Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs

Le tableau 2 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant juste et transparent	Au moins 80 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 81 % 2023 à 2024 : 81 % 2024 à 2025 : 81 %
Pourcentage des fournisseurs qui considèrent le processus d'approvisionnement comme étant juste et transparent	Au moins 80 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 85 % 2023 à 2024 : 85 % 2024 à 2025 : 85 %

⁵ Le manque de renseignements sur le type d'invitation à soumissionner à la source des données a eu une incidence sur le résultat pour cet indicateur pour ce qui est des anciens contrats. SPAC a réglé l'enjeu des données manquantes en rendant un champ obligatoire dans la solution d'achats électroniques (SAE) pour les nouveaux contrats.

⁶ Le manque de renseignements sur le type d'invitation à soumissionner à la source des données pour les anciens contrats ont eu une incidence sur le résultat de cet indicateur.

⁷ Bien que plus de deux soumissions aient été reçues pour 65 % des processus d'approvisionnement concurrentiels complexes, dans certains cas, les soumissions présentées ne répondaient pas aux critères de sélection et n'ont donc pas pu être considérées conformes, ce qui a eu une incidence sur les résultats.

Tableau 3 : Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada

Le tableau 3 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage de la valeur des contrats attribués à de petites et moyennes entreprises	Au moins 25 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 24 % 2023 à 2024 : 20 % ⁸ 2024 à 2025 : 5 % ⁹
Pourcentage des contrats, des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement de SPAC qui visent des biens et des services " écologiques "	Au moins 45 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 45 % 2023 à 2024 : 51 % 2024 à 2025 : 29 % ¹⁰
Pourcentage de participation de fournisseurs qui sont des femmes aux processus d'approvisionnement	Au moins 11 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 7 % 2023 à 2024 : 10 % ¹¹ 2024 à 2025 : 16 %
Pourcentage de participation de fournisseurs qui sont des femmes aux processus d'approvisionnement	Au moins 15 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 14 % 2023 à 2024 : 15 % 2024 à 2025 : 14 % ¹²

⁸ En examinant les données de 2022 à 2023, SPAC a constaté que certaines des PME ayant obtenu les contrats de plus grande valeur étaient en réalité de grandes entreprises. Le ministère a donc corrigé les données pour que la valeur de ces contrats soient comptabilisée dans la catégorie des grandes entreprises. Afin d'accroître l'exactitude des résultats pour l'exercice 2023 à 2024, SPAC a systématiquement revu les données et a réorienté manuellement la valeur des contrats, au besoin. SPAC étudie la possibilité d'affiner la source de données et la méthodologie pour cet indicateur. Soutien en approvisionnement Canada (SAC) de SPAC continue également à intensifier ses consultations auprès des PME et à mieux les cibler.

⁹ En 2024 à 2025, l'attribution de plusieurs contrats de défense de grande valeur a limité les possibilités d'attribution de contrats aux petites et moyennes entreprises.

¹⁰ Les données et les limites techniques liées à la transition de l'application des offres à commandes et des arrangements en matière d'approvisionnement de l'ancien système d'approvisionnement à la Solution d'achats électroniques ont eu une incidence sur le résultat de cet indicateur. L'indicateur fait l'objet d'un examen afin d'en améliorer la pertinence et la facilité d'utilisation pour les rapports futurs.

¹¹ Pour atteindre la cible dans le futur, SPAC a multiplié les activités de mobilisation des partenaires autochtones pour recenser les obstacles à leur participation et les atténuer, ainsi que pour parvenir à la cible minimale consistant à attribuer 5 % de la valeur totale des contrats fédéraux à des entreprises autochtones.

¹² En 2024 à 2025, le nombre total de fournisseurs identifiés comme appartenant à des femmes a légèrement augmenté, passant de 577 à 593, tandis que le nombre total de fournisseurs a augmenté à un rythme plus rapide, passant de 3 957 à 4 192, ce qui a eu une incidence sur les résultats de l'indicateur.

La section Résultats de [l'Infographie pour Services publics et Approvisionnement Canada](#) dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à l'Achat de biens et de services en 2024 à 2025 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel de SPAC pour l'exercice.

Les organisations fédérales disposent des produits et des services dont elles ont besoin, au moment opportun, et au meilleur rapport qualité-prix

Résultats obtenus

Au cours de l'exercice 2024 à 2025, SPAC a géré l'acquisition de biens et de services d'une valeur d'environ 52 milliards de dollars pour le compte de ministères et d'organismes clients. Le ministère a fourni des services d'approvisionnement pour aider les institutions du gouvernement du Canada à exécuter leurs mandats respectifs, tout en contribuant à la réalisation des objectifs socio-économiques du pays. Ce faisant, SPAC a non seulement aidé ses clients à mener à bien leurs initiatives planifiées, mais aussi à répondre aux priorités émergentes.

Pandémie de COVID-19

SPAC, au nom de l'Agence de santé publique du Canada, a continué à gérer les contrats attribués dans le cadre de la réponse du Canada à la pandémie de COVID-19, notamment pour des vaccins, des produits thérapeutiques et de l'équipement de protection individuel. Quelques contrats ont été résiliés ou renégociés pour mieux répondre à la demande et réduire les coûts dans la mesure du possible.

Résultats obtenus par SPAC dans la réponse à la pandémie de COVID-19 :

- a reçu les dernières livraisons de plus de 12,5 millions de doses de vaccins à ARNm dans le cadre de l'accord d'achat anticipé de vaccins contre la COVID-19, conclu avec Pfizer et Moderna, pour les besoins de la campagne de vaccination d'automne et d'hiver contre la dernière souche de COVID pour 2024 à 2025;
- a assuré la transition de la planification de l'achat de vaccins COVID-19 courants au Programme d'achat en vrac, qui s'apparente à l'achat annuel de vaccins antigrippaux, et a entamé les achats pour 2025 à 2026;
- a poursuivi la gestion des contrats conclus avec Medicom et 3M pour la fourniture de respirateurs N95 et de masques chirurgicaux.

Approvisionnement maritime et de défense

En 2024 à 2025, SPAC a poursuivi son travail en faveur de la politique de défense récemment révisée du Canada et de la Stratégie nationale de construction navale, en veillant à ce que les Forces armées canadiennes et la Garde côtière canadienne reçoivent l'équipement et les services dont elles ont besoin.

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de l'approvisionnement maritime et de défense :

- a attribué un contrat en lien avec le Programme de formation du personnel navigant de l'avenir pour assurer la polyvalence et l'aptitude au combat de la force aérienne;
- s'est assuré que l'investissement dans les infrastructures de chantier maritime, visant à améliorer et à accélérer la construction des destroyers de la classe River (DCR) aux chantiers maritimes Irving Inc., progresse selon le calendrier prévu;
- a entamé les travaux de construction sur le module d'essai de production des DCR afin d'évaluer et de rationaliser les processus, d'appliquer les enseignements retenus au processus de construction et de permettre le démarrage de la production à plein régime du premier lot de DCR (navires 1 à 3);
- a attribué un contrat de collecte et de destruction d'armes à feu prohibées;
- a attribué deux contrats pour l'acquisition de nouvelles flottes de véhicules logistiques légers et lourds, de remorques, de modules de véhicule et d'ensembles de protection blindée.

Amélioration de la prestation de services

En 2024 et 2025, plusieurs initiatives ont été entreprises ou poursuivies pour permettre à SPAC d'atteindre les résultats suivants liés à l'amélioration de la prestation des services :

- a dirigé la réattribution de l'offre à commandes principale et nationale portant sur les services d'affrètement d'aéronefs ainsi que la mise en œuvre d'améliorations visant à accroître la participation;
- a commencé la mise en œuvre de la politique de gestion du rendement des fournisseurs, qui permet de demander des comptes aux fournisseurs, en privilégiant d'abord les contrats de services professionnels;
- a réussi à mettre en œuvre la feuille de route pour la diffusion de contenu, ce qui comprenait la transition vers un contenu nouveau et repensé qui est constitué d'informations utiles fournies en temps voulu aux utilisateurs;
- a fait avancer la transformation et la modernisation de l'approvisionnement en services professionnels en donnant suite aux conclusions des audits et examens du Bureau du vérificateur général, du Bureau de l'Ombud de l'approvisionnement et du Bureau du contrôleur général réalisés entre 2023 et 2025;
- a assuré la concordance des sept méthodes d'approvisionnement obligatoires pour l'acquisition de services professionnels avec le nouveau processus de sécurité rationalisé de son Programme de sécurité des contrats;
- a élaboré un plan de modernisation des méthodes d'approvisionnement pour l'acquisition de services professionnels et entamé l'application des principes et pratiques de passation de contrats actualisés adoptés à l'exercice 2023 à 2024;

- a apporté un encadrement crucial et un soutien stratégique dans le projet pluriannuel multipartite d'assainissement de la mine de Faro.

Approvisionnement de solutions de technologie de l'information

Résultats obtenus par SPAC dans l'acquisition de solutions informatiques :

- de concert avec Services partagés Canada (SPC), a amorcé les consultations avec l'industrie sur les moyens que peut employer le gouvernement du Canada pour améliorer les outils d'acquisition de logiciels infonuagiques, où 24 fournisseurs ont formulé des observations par écrit et où 19 rencontres individuelles ont eu lieu avec les entreprises;
- s'est associé au Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) et à SPC pour trouver des moyens d'acquérir des solutions organisationnelles qui contribuent à réduire l'étalement des solutions logicielles dans l'administration fédérale et à faire baisser les coûts, du fait qu'il peut acheter au volume;
- a continué à collaborer avec SPC et l'industrie pour améliorer la sécurité, la souveraineté des données et le processus d'acquisition de technologies infonuagiques.

Régime canadien de soins dentaires

SPAC a encadré avec succès la mise en place du contrat de traitement des demandes de remboursement en lien avec le Régime canadien de soins dentaires, le plus grand régime de soins dentaires au Canada. Le régime et les services de traitement des demandes de remboursement ont été respectivement lancés en décembre 2023 et en mai 2024. Les activités d'approvisionnement et de mise en œuvre ont été conduites avec une remarquable efficacité et sont reconnues comme modèle d'excellence en approvisionnement.

Les achats du gouvernement sont facilement accessibles, justes et transparents pour les fournisseurs

Résultats obtenus

Modernisation du processus d'approvisionnement

Dans le cadre des travaux de modernisation globaux, et fort du succès de son système d'achat infonuagique, la [solution d'achats électroniques](#) (SAE), SPAC a poursuivi la mise en œuvre du modèle de contrat et du contenu modernisés ainsi que de l'outil automatisé d'assemblage des contrats, qui est maintenant la norme par défaut dans le processus d'assemblage des contrats. Des travaux sont en cours pour mettre cet outil à la disposition des autres ministères et organismes fédéraux.

Résultats obtenus par SPAC dans la modernisation du processus d'approvisionnement :

- a mis en place un centre de services d'approvisionnement comprenant de nombreux outils d'aide à la négociation ainsi que des modèles et services permettant d'améliorer ses capacités à négocier des contrats, tout en formant 750 employés;
- a poursuivi la mise en place de l'infrastructure de prestation numérique des services d'approvisionnement et l'amélioration de la fonctionnalité de ses systèmes en concevant des formulaires de processus d'appel d'offres et d'évaluation standard pour rationaliser les évaluations, réduire le nombre d'erreurs de la part des soumissionnaires et assurer la cohérence d'un appel d'offres à l'autre;
- a enregistré une première année complète de gestion de la SAE et, parallèlement, poursuivi le processus d'intégration, de formation et de déploiement de la fonctionnalité pour mieux se conformer aux priorités du programme;
- a organisé des ateliers pour aider les soumissionnaires actuels et potentiels à utiliser la solution d'achats électroniques du gouvernement ainsi qu'à trouver des appels d'offres fédéraux et à y répondre;
- a assuré l'intégration d'autres ministères dans l'application de gestion des appels d'offres AchatsCanada afin qu'ils puissent y publier des appels d'offres et des avis de contrat;
- a poursuivi la mise hors service des anciens systèmes d'approvisionnement.

Afin d'améliorer les compétences en gestion de projet et la littératie des données, SPAC s'est attaché à déployer sa stratégie de gestion et d'analytique des données en continuant à privilégier l'élaboration de solutions permettant d'exploiter les investissements consacrés à la SAE. Résultats obtenus par SPAC dans l'amélioration des compétences en gestion de projet et de la littératie des données :

- a conçu puis déployé un entrepôt de données centralisé et évolutif pour regrouper les données d'approvisionnement, réussi à intégrer les données provenant de l'Environnement automatisé de l'acheteur et de la SAE pour augmenter l'efficacité globale de l'utilisation des données et uniformisé les structures pour améliorer la production de rapports, les analyses et les décisions;
- a conçu un outil servant à déceler en amont les erreurs et incohérences possibles dans les données et mis sur pied un réseau de gestionnaires de données pour accélérer les corrections des données tout en instaurant une culture des données.

Les achats du gouvernement appuient les objectifs économiques, environnementaux et sociaux du Canada

Résultats obtenus

Approvisionnement auprès d'entreprises autochtones

Résultats obtenus par SPAC dans l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones:

- a poursuivi son soutien à Services aux Autochtones Canada, au SCT et aux partenaires autochtones dans l'élaboration conjointe de la Stratégie de transformation de l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, dont l'objet est d'améliorer les politiques, les mesures de protection et les mécanismes établis pour accentuer la participation et l'intégration des Autochtones au processus d'approvisionnement fédéral;
- a lancé des initiatives destinées à lever les obstacles nuisant aux entreprises autochtones dans le processus d'approvisionnement; par exemple, a fait passer le seuil des exigences de garantie financière pour les contrats de construction de 100 000 \$ à 500 000 \$;
- a poursuivi le dialogue avec les groupes autochtones dans le cadre de l'Initiative canadienne d'approvisionnement collaboratif (ICAC), ce qui a permis à la Régie de la santé des Premières Nations de devenir la première organisation autochtone à adhérer à l'ICAC;
- a publié des clauses sur l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones dans l'outil de l'initiative de modernisation des contrats, qui permet une intégration sur mesure des meilleures pratiques aux appels d'offres et contrats d'approvisionnement réservés aux entreprises autochtones;
- a élaboré des mesures destinées à renforcer l'encadrement des processus d'approvisionnement afin d'en déceler les irrégularités et d'y remédier, notamment celles concernant l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones;
- a organisé des réunions d'information virtuelles, en personne ou hybrides pour les entreprises autochtones, par l'intermédiaire de Soutien en approvisionnement Canada (SAC) de SPAC, qui ont porté sur l'objectif de 5 % fixé par le gouvernement du Canada pour la participation des entreprises autochtones au processus d'approvisionnement fédéral et sur les perspectives d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones et les services de soutien correspondants.

Diversité des fournisseurs

Afin d'accroître la diversité des fournisseurs fédéraux et de favoriser l'atteinte des objectifs de la [Politique d'approvisionnement social](#) et du [Plan d'action pour la diversité des fournisseurs](#), SPAC a continué à jeter les bases d'initiatives de diversité des fournisseurs.

Résultats obtenus par SPC pour augmenter la diversité des fournisseurs :

- a contribué à l'augmentation du niveau de connaissance et de conscientisation des agents d'approvisionnement dans l'application des considérations liées à la diversité des fournisseurs aux projets d'approvisionnement;
- a participé à des événements de partenaires et présenté des exposés, des ateliers et des webinaires généraux sur l'approvisionnement fédéral et a, parallèlement, apporté un soutien individuel et prévu des heures de bureau sans rendez-vous pour répondre aux besoins des entreprises petites et diversifiées;
- par l'intermédiaire de SAC, a organisé 3 640 événements partout au Canada qui ont attiré 41 777 personnes, dont 13 salons d'information pour petites entreprises et salons d'acheteurs destinés spécifiquement aux entreprises petites et diversifiées ainsi qu'aux groupes sous-représentés dans le processus d'approvisionnement fédéral (ex., entreprises appartenant à des Noirs ou à des Autochtones);
- a poursuivi l'amélioration du questionnaire intégré destiné aux fournisseurs de la SAE afin de permettre la collecte de données socio-économiques plus précises sur la déclaration d'appartenance des fournisseurs à un ou plusieurs groupes dignes d'équité reconnus.

Achats écologiques

SPAC a apporté un soutien constant au SCT dans la mise en œuvre de la [Politique d'achats écologiques](#) et de la [Stratégie pour un gouvernement vert](#), dont l'objet est de faire adopter des pratiques d'achat écologiques dans toute l'administration fédérale et de promouvoir l'achat de technologies propres.

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de l'approvisionnement écologique :

- a enregistré un taux de conformité de 100 % dans l'application de la Norme sur la divulgation des renseignements liés aux émissions de gaz à effet de serre (GES) pour tous les contrats de SPAC admissibles;
- a poursuivi un projet pilote de collecte de données dans la catégorie des véhicules légers, dans le cadre de son Projet d'approvisionnement à faible teneur en carbone, afin de générer des données de référence sur l'empreinte carbone et les émissions de GES, ce qui a permis de recueillir des données sur l'empreinte carbone de 152 modèles de véhicule auprès de 14 constructeurs automobiles.
- a poursuivi un projet pluriannuel visant à adapter et à configurer l'Outil d'achat public de produits écologiques pour les biens fédéraux, une base de données publique en ligne permettant aux professionnels de l'approvisionnement et aux clients de trouver des produits technologiques certifiés préférables pour l'environnement et propres.

Approvisionnement éthique

SPAC a poursuivi l'élaboration et l'application de diverses mesures destinées à protéger les chaînes d'approvisionnement fédérales contre les violations des droits de la personne, conformément aux engagements du ministère pris au titre de la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes.

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de l'approvisionnement éthique :

- a élaboré un projet de cadre de diligence raisonnable pour les chaînes d'approvisionnement afin d'assurer le traitement et le signalement des risques de violation des droits de la personne et des droits du travail dans les chaînes d'approvisionnement;
- a aidé Sécurité publique Canada à définir des formulations standard sur l'approvisionnement pour les institutions gouvernementales tenues de rendre des comptes en vertu de la Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement;
- a fait connaître les risques associés à la traite de personnes, au travail forcé et au travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement fédérales au moyen de communiqués, d'exposés et de documents d'orientation destinés aux acheteurs et aux entreprises, et a effectué une évaluation officielle des risques spécifiques à ses propres chaînes d'approvisionnement électroniques;
- a organisé des rencontres publiques au début de 2024 pour présenter la politique sur l'approvisionnement éthique et recueillir les commentaires de l'industrie et d'autres parties prenantes.

Approvisionnement accessible

En 2024 à 2025, SPAC a poursuivi son travail pour intégrer l'accessibilité dans le processus d'approvisionnement fédéral et aider les acheteurs gouvernementaux à comprendre l'approvisionnement par l'élaboration de divers outils et produits d'orientation.

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de l'approvisionnement accessible :

- a organisé six réunions d'information à l'échelle de l'administration fédérale canadienne de concert avec SPC et 17 séances spéciales sur l'approvisionnement accessible à l'intention des ministères et organismes fédéraux et des communautés de pratique fédérales;
- a élaboré un guide sur la prise en compte de l'accessibilité dans l'acquisition de biens et de services pour aider les propriétaires fonctionnels et autorités contractantes fédéraux à intégrer les considérations d'accessibilité dans les spécifications d'approvisionnement;
- avec SPC, a parcouru les énoncés des travaux et les énoncés des besoins des ministères et organismes fédéraux pour trouver des moyens d'inclure les exigences sur l'accessibilité dans les spécifications d'approvisionnement liées aux technologies de l'information et des communications.

Principaux risques

Approvisionnement mondial

En 2024 à 2025, il y avait le risque que le processus de prestation de services de SPAC connaisse des difficultés dues à la complexité inhérente de l'approvisionnement maritime et de défense, y compris les effets sur les produits de base et les chaînes d'approvisionnement causés par les tensions géopolitiques et les effets résiduels de la pandémie de COVID-19, ce qui aurait pu ébranler la confiance des parties prenantes et nuire à la capacité de nos clients d'atteindre leurs objectifs de fond. Par ailleurs, la grande tendance récente concernant la régionalisation des chaînes d'approvisionnement pourrait nuire à l'approvisionnement maritime et de défense. Pour atténuer ce risque, en 2024 to 2025, SPAC a, par exemple :

- apporté une aide constante aux professionnels de l'approvisionnement dans l'élaboration de solutions de soutien;
- déployé une stratégie de ressources humaines pour aider le gouvernement et l'industrie à atteindre les objectifs de la Stratégie nationale de construction navale.

Gestion du changement

En 2024 à 2025, le ministère a identifié que la communauté de l'approvisionnement de SPAC pourrait avoir du mal à s'adapter aux nouveaux processus, considérations et outils en raison de la vitesse, de l'ampleur et de la portée des changements en cours de mise en œuvre. Cela pourrait entraver la capacité du ministère à rendre l'approvisionnement plus facile, plus accessible et inclusif, et plus apte à générer des résultats positifs en matière de durabilité socio-économique et environnementale. Dans le but d'atténuer ce risque, le ministère prend entre autres les mesures suivantes :

- élaboré une stratégie de transformation et renforcé la gouvernance pour se concentrer sur la transformation et la gestion du changement;
- revu le guide et les directives sur l'approvisionnement pour les besoins de la mise en œuvre des programmes d'approvisionnement.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 4 : Aperçu des ressources requises pour Achat de biens et de services

Le tableau 4 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	181 701 564 \$	227 211 193 \$
Équivalents temps plein	2 425	2 263

La [section Finances de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités pangouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle .

Analyse comparative entre les sexes Plus

SPAC a veillé à l'application du processus d'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) dans le cadre de l'élaboration de politiques et d'outils d'approvisionnement. Les agents d'approvisionnement de SPAC ont également collaboré avec leurs clients pour intégrer l'ACS Plus dans leurs besoins.

Afin de renforcer ces efforts, SPAC continuera à donner sa formation sur l'application par étapes de l'approche ACS Plus au processus d'approvisionnement, qui montre que l'approche ACS Plus de SPAC peut contribuer à l'équité du processus d'approvisionnement.

Pour tout savoir sur la méthode employée par SPAC pour appliquer l'approche ACS Plus à ses programmes et activités, consultez le [tableau de renseignements supplémentaires sur l'analyse comparative entre les sexes plus](#).

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et Objectifs de développement durable des Nations Unies

Les activités de SPAC au titre de sa responsabilité essentielle Achat de biens et de services ont soutenu les efforts déployés par le Canada pour respecter le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Au cours de l'exercice 2024 à 2025, parmi les diverses initiatives et programmes soutenant les ODD, SPAC a :

- a poursuivi la prise de mesures pour réduire autant que possible les impacts environnementaux du processus d'approvisionnement en détournant les matériaux de construction des sites d'enfouissement;
- s'est servi de son pouvoir d'achat pour faire accélérer la transition mondiale vers une économie circulaire carboneutre en demandant que les appels d'offres en construction comprennent des plans de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Initiatives qui ont contribué à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) suivants :

- parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles (ODD 5, cible 5.5);
- promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous (ODD 8, cible 8.3 et cible 8.7);
- établir des modes de consommation et de production durables (ODD 12, cible 12.7);
- prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (ODD 13, cible 13.2).

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'apport de SPAC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 et la Stratégie fédérale de développement durable sa notre [Stratégie ministérielle de développement durable](#).

Répertoire des programmes

La responsabilité essentielle Achat de biens et de services est appuyée par le programme suivant :

- Programme des approvisionnements

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour Achat de biens et de services sur la page [Résultats dans l'InfoBase du GC](#).

Responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Priorités pangouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)

Description

SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pensions du gouvernement du Canada.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue au domaine « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, à l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions » par l'entremise de toutes les activités mentionnées dans la description de la responsabilité essentielle.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 2 : Paiements et comptabilité.

Tableau 5 : Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais, et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace

Le tableau 5 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais, et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des paiements émis dans les délais prescrits ¹³	Au moins 99 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 99,99% 2023 à 2024 : 99,99% 2024 à 2025 : 99,99 %
Pourcentage des fonds versés au gouvernement du Canada qui sont rapprochés dans un délai de deux jours ouvrables	Au moins 95 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 100 % 2023 à 2024 : 100 % 2024 à 2025 : 100 %

¹³ Les échéanciers établis peuvent varier en fonction des modalités du contrat et de la législation applicable.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des paiements versés aux autorités taxatrices au lieu d'impôts fonciers, et ce, dans les délais prescrits	Au moins 95 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 97,4 % 2023 à 2024 : 98 % 2024 à 2025 : 98 %

Tableau 6 : Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte

Le tableau 6 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les cotisants aux régimes de pensions fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des paiements de pension traités de manière exacte et dans les délais	Au moins 95 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 98 % 2023 à 2024 : 98 % 2024 à 2025 : 98 %

Tableau 7 : En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux

Le tableau 5 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre d'employés confrontés à des erreurs de paye potentielles au Centre des services de la paye	Au plus 88 000 employés	Mars 2025	2022 à 2023 : 135 000 2023 à 2024 : 112 273 ¹⁴ 2024 à 2025 : 94 122 ¹⁵

¹⁴ Depuis la mi-2021, le nombre de cas reçus par le Centre des services de paye n'a cessé d'augmenter, ce qui complique le respect des normes de service. SPAC continuera d'accroître sa capacité et de consacrer des ressources à l'élimination de l'arriéré. Il cible d'abord les cas les plus anciens et ceux qui ont le plus de répercussions sur les employés, en les confiant à des conseillers en rémunération spécialisés.

¹⁵ Le volume des cas envoyés au Centre des services de paye reste élevé, de sorte qu'il est difficile de respecter les normes de service. La situation s'explique en partie par la croissance des effectifs de la fonction publique et de l'augmentation marquée du nombre de cas liés à des événements isolés ou imprévisibles (conflits du travail, modifications apportées aux politiques de gestion des ressources humaines, etc.).

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des cas soumis à temps au Centre des services de paye	Au moins 65 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 66 % 2023 à 2024 : 75 % 2024 à 2025 : 79 %
Pourcentage de cas, soumis à temps au Centre de paye, qui ont été traités à temps	Au moins 80 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 88 % 2023 à 2024 : 84 % 2024 à 2025 : 82 %

Tableau 8 : Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada

Le tableau 8 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les Canadiens ont accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Les Comptes publics du Canada sont disponibles en ligne en format PDF et HTML de même que sur le portail Gouvernement ouvert dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes	Au moins 100 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 100 % 2023 à 2024 : 100 % 2024 à 2025 : 100 %
Les renseignements présentés dans les états financiers du gouvernement du Canada sont exacts	Au moins 99 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 100 % 2023 à 2024 : 100 % 2024 à 2025 : 100 %

La [section Résultats de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement aux Paiements et comptabilité en 2024 à 2025 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel de SPAC pour l'exercice.

Les Canadiens, les entreprises et les organisations reçoivent les paiements dans les délais, et les recettes pour les services gouvernementaux sont perçues de manière efficace

Résultats obtenus

Résultats obtenus par SPAC en lien avec ce résultat ministériel :

- a rationalisé les processus de rapprochement des paiements par l'échange d'images de chèques, plutôt que de chèques papier, avec les institutions financières admissibles;
- a mis en œuvre la nouvelle norme de messagerie ISO 20022 pour les virements électroniques de grande valeur effectués au Canada, de sorte que les virements électroniques puissent contenir des données supplémentaires.

Les cotisants aux régimes de pension fédéraux reçoivent les prestations de pension, les avantages sociaux et les services de soutien auxquels ils ont droit de manière opportune et exacte

Résultats obtenus

En tant que l'un des plus grands administrateurs de régimes de pensions du Canada, qui sert plus d'un million de participants actifs et retraités, SPAC a émis plus de 5,2 millions de paiements de pensions évalués à 16,6 milliards de dollars au cours de l'exercice 2024 à 2025. Pour la 24^e année consécutive, le Bureau du vérificateur général a émis une opinion non modifiée sur les états financiers du régime de pensions de retraite de la fonction publique, soulignant ainsi les pratiques robustes d'assurance de la qualité et d'intendance du régime.

Résultats obtenus par SPAC pour les participants aux régimes de pensions fédéraux :

- a mis en ligne les portails Web des participants actifs actualisés, dans le cadre de sa stratégie axée sur le numérique, pour les participants aux régimes de pension de la fonction publique, de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces armées canadiennes;
- a amélioré l'efficacité et l'accessibilité du portail Web des services de pension en privilégiant une conception centrée sur l'utilisateur, combiné à de nouvelles fonctions et à des options de libre-service, tout en réduisant la dépendance à l'égard du traitement papier classique;
- a fait passer son système de téléphonie des lignes terrestres à la technologie de voix sur le protocole Internet pour en assurer la stabilité pour les participants aux régimes qui contactent le Centre des pensions du gouvernement du Canada ainsi que pour réduire le risque de défaillance.

En collaboration avec les ministères du gouvernement, les employés reçoivent des services exacts et rapides en ce qui concerne la paye et les avantages sociaux

Résultats obtenus

Payer les fonctionnaires correctement et à temps

SPAC a adopté des stratégies et des initiatives pour assurer l'exactitude et la rapidité du traitement de la paye ainsi que la confiance des fonctionnaires dans l'intégrité de leur paye.

Résultats obtenus par SPAC dans ses efforts pour que les fonctionnaires soient payés correctement et à temps :

- a traité plus de cas qu'il n'en a reçus (1,5 million de dossiers reçus contre 1,6 million de dossiers traités), en raison du développement des capacités, de l'augmentation de l'automatisation et du traitement en vrac;
- a mis en œuvre la stratégie de réduction de l'arriéré du Centre des services de paye en affectant 200 conseillers en rémunération chevronnés au traitement d'un sous-ensemble de cas critiques non réglés, tandis que le reste du personnel de traitement de la paye de SPAC s'est assuré du respect des normes de service pour les cas entrants;
- a enregistré un taux d'adhésion aux normes de service de 83 % pour tous les cas envoyés au Centre des services de paye;
- a donné une formation supplémentaire à 1 259 conseillers en rémunération afin d'approfondir leurs connaissances et d'assurer la résolution de cas complexes;
- a réussi à déployer la base de données Oracle (base de données du système de paye et de PeopleTools), ce qui permettra de compter en permanence sur une application à jour et prise en charge dans le système de paye pour gérer le temps des employés;
- a complété la feuille de route triennale de MaPayeGC en lançant officiellement l'application externe de MaPayeGC en janvier 2025 pour améliorer l'expérience client, ce qui permettra à tous les fonctionnaires d'utiliser l'application hors du réseau de l'administration fédérale.

Intégrité des données, mise en œuvre des conventions collectives, contrôle financier, intendance et formation

SPAC est chargé d'administrer la rémunération et les avantages sociaux (paye, grand livre général, impôts, intégration des RH) ainsi que l'intégrité des données pour tous les fonctionnaires fédéraux actuels et anciens (plus de 430 000) dans plus de 100 organisations distinctes. Il fournit par ailleurs des services de formation et d'information au personnel de la rémunération de l'administration fédérale et aux communautés fonctionnelles des ressources humaines et financières.

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de l'intégrité des données, de la mise en œuvre des conventions collectives, du contrôle financier, de l'intendance et de la formation :

- a tenu à jour le Grand livre général du système de paye pour le gouvernement du Canada, assurant la surveillance des comptes de contrôle totalisant plus 40 milliards de dollars en mouvements de paye pour tous les ministères;
- a géré des versements de retenues à la source d'une valeur approximative de 20 milliards de dollars pour le gouvernement du Canada, vérifiant s'ils sont conformes aux lois, politiques et directives en cause, tout en assurant le traitement rapide des paiements destinés à plus de 150 organisations;
- a mis en place l'outil servant au rapprochement des soldes de trop-payés d'un système interministériel à l'autre, ce qui a permis de renforcer l'intégrité de la paye et d'atténuer le risque financier;
- a mis en œuvre 78 conventions collectives dans le respect des délais négociés de 180 jours à compter de leur signature;
- a optimisé et uniformisé la prestation des services de formation, ce qui a permis d'en augmenter l'accessibilité et l'efficacité pour les besoins du perfectionnement des conseillers en rémunération de l'administration fédérale;
- a fait circuler plus de 350 communications sur des avis et changements concernant la rémunération et la paye à des fins de clarté à l'échelle de l'administration fédérale.

Uniformiser les processus, les pratiques et les systèmes pour assurer la cohérence de la gestion des RH d'un ministère à l'autre.

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de l'uniformisation des processus, des pratiques et des systèmes de RH d'un ministère à l'autre :

- a lancé le projet Mesures unifiées pour la paye, dont l'objet est de renforcer les pratiques des RH et de la paye de l'administration fédérale pour accroître la fiabilité et la cohérence des données des RH, améliorer l'exactitude et la rapidité de la paye des employés et préparer l'avenir des RH et de la paye;
- a effectué une étude de faisabilité, selon laquelle le gouvernement du Canada pourrait déployer la solution Dayforce à l'échelle de l'organisation et validé des composants essentiels à la transformation;
- a jeté les bases des futures phases de la transformation opérationnelle et numérique, ce qui comprend le déploiement de la plateforme et son plan de mise en œuvre, la stratégie pour les essais par les utilisateurs et le modèle de soutien opérationnel pour l'utilisation ultérieure de deux systèmes en parallèle.

Les Canadiens ont un accès en temps opportun à des renseignements fiables sur les finances du Canada

Résultats obtenus

Le receveur général du Canada a continué à tenir le grand livre général du gouvernement du Canada, appelé aussi Comptes publics du Canada, à produire des rapports financiers à l'échelle de l'administration fédérale et à fournir des conseils d'experts, des orientations et des instructions aux ministères et aux organismes sur les questions de comptabilité financière et d'informations à fournir. Le receveur général du Canada a continué à figurer parmi les chefs de file mondiaux de la comptabilité publique. Pour la 26^e année d'affilée, les états financiers consolidés du gouvernement du Canada ont reçu une opinion de vérification non modifiée du vérificateur général.

Résultats obtenus par SPAC en lien avec ce résultat ministériel :

- a mis en place des outils permettant d'augmenter l'efficacité et réduit le nombre de tâches de faible valeur ajoutée pour la production des rapports gouvernementaux mensuels;
- a publié tous les formats des Comptes publics simultanément pour permettre aux Canadiens et Canadiennes en situation de handicap d'obtenir les informations en même temps que les autres parties prenantes, s'inscrivant ainsi dans l'engagement en faveur d'un gouvernement plus souple, plus accessible et plus transparent;
- a mis en ligne le nouveau portail central des rapports financiers dans le cadre de l'initiative de modernisation du receveur général, qui fournit aux sociétés d'État une méthode Web pour envoyer des informations financières au receveur général, ce qui permet d'éliminer le processus manuel des feuilles de calcul et d'améliorer l'intégrité des données et l'efficacité opérationnelle.

Principaux risques

Livraison efficace

En 2024 à 2025, SPAC a constaté que l'augmentation soutenue des mouvements de RH entrants et les capacités limitées pourraient retarder la stabilisation complète de l'administration de la paye pour le gouvernement du Canada. La hausse persistante du nombre de cas entrants aurait pu nuire davantage aux efforts visant à renforcer la confiance des parties prenantes et à réduire les obligations du gouvernement. Pour atténuer ce risque en 2024 à 2025, SPAC a, par exemple :

- traité les cas critiques de l'arriéré et maintenu les normes de service applicables aux cas entrants tout en assurant l'élimination des cas non critiques restants de l'arriéré, dans la mesure du possible;
- déployé un plan de recrutement pour maintenir les ressources en rémunération du Centre des services de paye et poursuivi l'élargissement des compétences du personnel actuel;
- fourni des rapports sur la stabilisation des RH à la paye pour faciliter la reconnaissance des problèmes en amont qui ont une incidence sur la paye.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 9 : Aperçu des ressources requises pour Paiements et comptabilité

Le tableau 9 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	767 912 712 \$	883 208 784 \$
Équivalents temps plein	6 266	5 989

La [section Finances de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités pangouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes Plus

SPAC poursuivra l'analyse des données de la paye, en tenant compte de la composition par sexe, âge et langue des employés ayant un cas dans l'arriéré, afin d'orienter la planification et les décisions à venir et, ainsi, d'améliorer le traitement de la paye pour divers groupes d'employés.

Le Centre des services de paye continue de privilégier les cas de congé de maternité, de congé parental et d'invalidité, en faisant respecter les normes de service pour les populations vulnérables.

Dans le cadre du Programme des pensions, SPAC poursuivra la collecte de données démographiques et relatives à la diversité au moyen de sondages sur la satisfaction des participants, afin d'évaluer la manière dont les services actuels sont fournis aux divers groupes et de trouver des possibilités d'amélioration et d'innovation.

Le Programme des pensions a procédé à quatre sondages sur le service à la clientèle afin de mesurer le taux de satisfaction des participants aux régimes de pension à l'égard des services du Centre des pensions du gouvernement du Canada et du portail des pensions en ligne du Programme. Des commentaires ont été reçus de plus de 6 500 participants actifs et retraités des régimes de pension de la fonction publique, des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada. Un contact permanent avec les participants des régimes de pension est essentiel à la planification des futurs services de pension et des travaux d'amélioration des processus.

Pour tout savoir sur les moyens qu'emploie SPAC pour appliquer l'ACS Plus à ses programmes et activités, consultez le [tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus de SPAC](#).

Répertoire des programmes

La responsabilité essentielle Paiements et comptabilité est appuyée des programmes suivants :

- Administration de la paye fédérale
- Administration de la pension fédérale
- Comptabilité et production de rapports à l'échelle du gouvernement
- Opérations du Cap-Breton (OCB)—Avantages des legs en matière de RH
- Paiement en remplacement d'impôt aux administrations locales
- Paiements et perception des recettes

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour Paiements et comptabilité sur la page [Résultats dans InfoBase du GC](#).

Responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructure

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Priorités pangouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)

Description

SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux domaines du Cadre de qualité de vie pour le Canada suivants :

- le domaine Saine gouvernance et l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions publiques », qui assurent l'entretien, l'intégrité et l'efficacité des biens immobiliers
- le domaine Société et les indicateurs « Sentiment de fierté » et « Perceptions positives de la diversité », par la tenue d'activités contribuant à la modernisation et à la préservation du patrimoine pour améliorer l'accessibilité et l'inclusion
- le domaine Environnement et les indicateurs « Émissions de gaz à effet de serre » et « Gestion des déchets », dont l'objectif est d'améliorer la durabilité, la résilience climatique et le programme écologique pour les infrastructures et biens immobiliers fédéraux

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 3 : Biens et infrastructures.

Tableau 10 : Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix

Le tableau 10 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens un meilleur rapport qualité-prix au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des immeubles appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur	Au moins 54 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 56,7 % 2023 à 2024 : 55,9 % 2024 à 2025 : 53,1 % ¹⁶
Pourcentage des édifices patrimoniaux appartenant à l'État qui sont dans un état adéquat ou meilleur	Au moins 53 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 41,2 % 2023 à 2024 : 42,3 % ¹⁷ 2024 à 2025 : 41,9 % ¹⁸
Pourcentage des locaux à bureaux gérés par SPAC qui sont aménagés (modernisés) chaque année, afin de respecter les normes d'aménagement des	Au moins 4 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 2,34 % 2023 à 2024 : 2,53 % ¹⁹ 2024 à 2025 : 3,53 % ²⁰

¹⁶ Les priorités révisées dans le cadre du plan de réduction du portefeuille de locaux à bureaux et l'accent mis par le ministère sur la fourniture de solutions de produits minimums viables ont entraîné le report de l'entretien de projets non essentiels et de biens devant être cédés, ce qui a entraîné une détérioration de l'état de certains immeubles et a eu une incidence sur le rendement global par rapport à la cible.

¹⁷ Bien que des défis comme les infrastructures vieillissantes, l'état des bâtiments et la taille du portefeuille aient ralenti les progrès de SPAC pour cet indicateur, la mise en œuvre d'initiatives ciblées et d'une planification stratégique lui ont permis d'accomplir des changements positifs. SPAC continuera à déployer des efforts pour mener à bien les projets et assurer la préservation à long terme de ces précieux actifs.

¹⁸ Les biens patrimoniaux appartenant à l'État nécessitent des interventions spécialisées et longues qui ne peuvent être tenues aux mêmes attentes en matière de rendement que les immeubles standard appartenant à l'État. De plus, l'accent mis par le ministère sur la fourniture de solutions de produits minimums viables a entraîné le report de la maintenance pour les projets non-essentiels. La cible pour cet indicateur est en cours de révision afin de mieux refléter les réalités du portefeuille, en particulier les exigences uniques des biens patrimoniaux.

¹⁹ Des problèmes systémiques comme le vieillissement des infrastructures, l'état des bâtiments, la taille du portefeuille et les exigences des autres ministères ont entravé la capacité de SPAC à atteindre la cible. Le Plan de réduction du portefeuille de locaux à bureaux a nui à la capacité de SPAC à moderniser les locaux à bureaux, les fonds prévus à cette fin ayant été réaffectés et les priorités des projets de rénovation intérieure ayant été révisées.

²⁰ En 2024 à 2025, SPAC a priorisé les efforts visant à réduire la taille de son portefeuille de bureaux. Par conséquent, les améliorations prévues aux locaux à bureaux ont été réduites ou reportées. De plus, des défis persistants tels que le vieillissement des infrastructures, l'état des bâtiments, la taille du portefeuille ont limité encore plus la capacité d'atteindre la cible de modernisation des bureaux.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
locaux en vigueur du gouvernement du Canada en tant qu'approche du Milieu de travail GC			
Pourcentage des projets immobiliers qui sont exécutés dans le respect de la portée, des délais et du budget	Au moins 95 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 95 % 2023 à 2024 : 95 % 2024 à 2025 : 96 %
Pourcentage du temps pendant lequel les installations de SPAC sont totalement opérationnelles	Au moins 99 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 99,72 % 2023 à 2024 : 99,42 % 2024 à 2025 : 99,45 %
Dépenses de fonctionnement par mètre carré des locaux à bureaux appartenant à l'État	Au plus 195,87 \$ par m ² ²¹	Mars 2025	2022 à 2023 : 185,98 \$ par m ² 2023 à 2024 : 204,21 \$ par m ² ²² 2024 à 2025 : 191,60 \$

²¹ Si les problèmes, tels que le vieillissement des infrastructures, l'état des bâtiments et la taille du portefeuille, ont entravé les progrès, des initiatives ciblées et une planification stratégique produisent des changements encourageants. SPAC poursuivra ses efforts pour mener à terme les divers projets et assurer la préservation à long terme de ces biens précieux.

²² L'ampleur du portefeuille de bâtiments de SPAC appartenant à l'État et loués par celui-ci, combinée à la nature des investissements et des projets nécessaires pour améliorer l'accessibilité de l'environnement bâti, a eu une incidence sur la capacité de SPAC à atteindre la cible. Pour orienter les efforts et améliorer les résultats à l'avenir, SPAC a élaboré un plan d'action en matière d'accessibilité, qui fournit une liste hiérarchisée des améliorations à apporter à l'accessibilité dans son portefeuille. L'indicateur, sa méthodologie et sa cible seront revus à l'avenir afin d'en améliorer la pertinence et l'utilité.

Tableau 11 : Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada

Le tableau 11 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Score total d'accessibilité des immeubles appartenant à l'État et gérés par SPAC et des immeubles obtenus par bail-achat évalués en fonction de la norme sur l'accessibilité de l'Association canadienne de normalisation de 2018 (CSA B651-2018)	S.O. ²³	Mars 2025	2022 à 2023 : 68 % 2023 à 2024 : 68 % ²⁴ 2024 à 2025 : S.O. ²⁵
Pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le portefeuille d'immeubles de SPAC appartenant à l'État, à l'exclusion des logements ²⁶	Au moins 40 %	Mars 2025 ²⁷	2022 à 2023 : 59,9 % 2023 à 2024 : 61,3 % 2024 à 2025 : 59,6 %

²³ Le cycle d'évaluation technique en lien avec la norme d'accessibilité 2018 de l'Association canadienne de normalisation se terminait en 2023 à 2024. Une nouvelle norme adoptée guidera le prochain cycle d'évaluation quinquennal, qui débutera en 2025 à 2026 (CSA/ASC B651-2023). Par conséquent, aucun objectif n'a été fixé pour 2024 à 2025, étant donné que SPAC passera à la nouvelle norme et qu'il n'y aura aucune évaluation d'ici là.

²⁴ La taille du portefeuille d'immeubles appartenant à l'État et d'immeubles loués ainsi que les types d'investissements et projets nécessaires pour améliorer l'accessibilité de l'environnement bâti ont nui à la capacité de SPAC d'atteindre l'objectif. Afin d'orienter les efforts et d'améliorer les résultats d'évaluation dans l'avenir, SPAC a dressé un plan d'action sur l'accessibilité, qui contenait une liste des améliorations, classées par ordre de priorité, à apporter au portefeuille de SPAC. L'indicateur, sa méthode et l'objectif seront revus ultérieurement pour en augmenter l'utilité et la facilité d'utilisation.

²⁵ SPAC entend assurer la conformité de toutes les installations de l'administration fédérale avec les normes d'accessibilité applicables ainsi que la cohérence de l'application de ces normes aux nouveaux projets. L'indicateur est en cours d'analyse pour en augmenter l'utilité pour les rapports futurs.

²⁶ À l'appui des objectifs généraux établis dans le cadre du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, SPAC a déjà réduit de 58,1 % ses émissions de GES, ce qui dépasse l'objectif de la Stratégie de développement durable fédérale de 40 % d'ici 2030. Cela représente la somme des initiatives en matière d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de GES du portefeuille de biens immobiliers appartenant à l'État de SPAC, de la décarbonisation des réseaux d'électricité à l'échelle du pays et de l'achat de certificats d'énergie renouvelable.

²⁷ La cible pour cet indicateur est de 40% d'ici 2025 et 90% d'ici 2050.

La section [Résultats de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement aux Biens et infrastructures en 2024 à 2025 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel de SPAC pour l'exercice.

Les biens immobiliers fédéraux et les services connexes répondent aux besoins des clients du gouvernement fédéral, des partenaires et/ou des parlementaires, et garantissent aux Canadiens le meilleur rapport qualité-prix

Résultats obtenus

Évolution du travail et réduction du portefeuille de locaux à bureaux

Afin de contribuer au respect des engagements du budget 2024, SPAC a fait progresser d'importantes initiatives de modernisation et de rationalisation du portefeuille de biens immobiliers fédéraux. Ces efforts ont porté sur la réduction de la superficie de locaux à bureaux, les protocoles visant à accélérer l'aliénation des biens excédentaires et l'optimisation de l'utilisation des biens de l'État.

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de l'évolution du travail et de la réduction du portefeuille de locaux à bureaux :

- a élaboré le Plan de réduction du portefeuille de locaux à bureaux du gouvernement du Canada (PRPLB-GC), qui a été approuvé par le Conseil du Trésor du Canada et qui fait état de la voie à suivre pour réaliser les réductions de superficie de locaux à bureaux prévues dans le budget 2024;
- a élaboré puis mis en œuvre un plan de gestion des locaux à long terme de 10 ans pour les ministères et organismes fédéraux, une étape cruciale du PRPLB-GC, qui fait état de leurs stratégies de gestion des locaux et d'une réduction confirmée de 1,96 million de mètres carrés;
- a fait progresser les efforts d'optimisation des locaux par la réduction du nombre d'entrepôts excédentaires, ce qui s'est traduit par des économies de 2 millions de dollars pour 2024 à 2025, avec des économies supplémentaires de 2,8 millions de dollars de prévues.

Faire progresser les projets transformateurs, accélérer la modernisation et réhabiliter les édifices patrimoniaux d'importance nationale

En 2024 à 2025, SPAC a beaucoup progressé dans la réhabilitation et la restauration de lieux et d'édifices d'importance nationale. En plus d'assurer l'aménagement d'espaces de travail modernes, sécurisés, durables et accessibles à la fine pointe de la technologie, ces projets apportent une valeur à long terme et permettent de préserver le patrimoine du Canada pour les générations actuelles et futures.

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de l'avancement des projets de transformation et de l'accélération des travaux de modernisation pour réhabiliter les lieux et les édifices d'importance nationale :

- a fait avancer la réhabilitation de la Cité parlementaire prévue par la vision et du plan à long terme (VPLT);
- a poursuivi le déploiement de la stratégie de Laboratoires Canada et de la VPLT en ouvrant deux nouvelles installations de Laboratoires Canada : l'installation de Science réglementaire et Sciences pour la sécurité, à North Saanich (Colombie-Britannique), pour protéger la frontière et les cultures du Canada et développer le commerce agricole, et la nouvelle installation de TerraCanada, à Mississauga (Ontario), pour favoriser l'utilisation des matériaux propres de la prochaine génération et faire progresser le secteur manufacturier;
- a fait avancer le projet de construction et d'aménagement du nouveau Complexe judiciaire de Montréal (Palais de justice de Montréal) dans le cadre de la Stratégie nationale d'aménagement des locaux pour les cours et tribunaux fédéraux, les principales étapes ayant été franchies.

La conservation du patrimoine du Canada par la réhabilitation et la restauration de lieux et d'édifices d'importance nationale fera prolonger la vie des biens fédéraux essentiels et garantira l'efficacité et la responsabilité financière à long terme. Ces projets génèrent par ailleurs d'importantes retombées économiques locales et nationales pour les Canadiens par la création d'emplois dans les secteurs de la construction, de la fabrication et des services. Résultats obtenus par SPAC au chapitre de la réhabilitation et la restauration de lieux et d'édifices d'importance nationale :

- a terminé les travaux consacrés aux locaux à bureaux de la tour B de l'édifice Lester-B.-Pearson, où il a optimisé leur configuration pour faire passer le nombre de postes de travail de 620 à 800;
- a fait des progrès en ce qui concerne l'approbation du projet de réhabilitation de l'édifice de la Cour suprême du Canada et continué à assurer le fonctionnement de l'édifice en faisant avancer son programme de réparation;
- a poursuivi la réévaluation du projet de l'immeuble Connaught afin de déterminer son étendue et d'aligner celle-ci sur le Plan de réduction du portefeuille de locaux à bureaux du gouvernement du Canada;
- a assuré le réaménagement du Centre des pêches du Golfe, à Moncton (Nouveau-Brunswick), dans le cadre de la stratégie de Laboratoires Canada, la construction de la nouvelle annexe scientifique étant en cours et le projet étant en voie d'être achevé en 2028;
- a fait avancer la mise en œuvre de la stratégie à phases multiples pour les bureaux de Winnipeg, dans la Région de l'Ouest, dans le cadre de laquelle des projets capitaux se poursuivent pour assurer les futures réductions de superficie de locaux à bureaux, les affectations de planification sont en place pour les bureaux régionaux et les préparatifs sont en cours pour réhabiliter un bien patrimonial de l'État afin d'en garantir l'utilisation à long terme.

Protéger l'intégrité, la valeur et l'utilité des ouvrages techniques

En 2024 à 2025, SPAC a poursuivi l'application de son plan de portefeuille à long terme pour maintenir les ouvrages techniques dans un état au moins acceptable, ce qui permettra aux Canadiens et Canadiennes de les utiliser sans danger et en permanence et garantira des activités efficaces privilégiant la disponibilité des services.

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de la protection de l'intégrité, de la valeur et l'utilité des ouvrages techniques :

- a poursuivi la collaboration avec les communautés autochtones et l'Agence d'évaluation d'impact du Canada dans le cadre du projet du complexe de barrages Témiscamingue (Québec), afin de mener à terme l'évaluation d'impact environnemental, des analyses de faisabilité supplémentaires étant en cours pour faciliter le processus;
- a assuré le remplacement du tablier métallique et des travées d'approche en béton armé du pont levant du canal de Burlington, à Burlington (Ontario), ce qui a permis d'améliorer l'état général du pont et de prolonger sa vie;
- a poursuivi les projets consacrés aux centres énergétiques de Cliff, du pré Tunney et des Buttes de la Confédération, à la station de pompage du réseau d'énergie de quartier de la région de la capitale nationale (RCN) et au réseau de distribution du Programme d'acquisition de services énergétiques (PASE);
- a écourté le calendrier de « conception-mise en service » pour l'installation d'un pont modulaire pour le pont-jetée LaSalle, à Kingston (Ontario).

Améliorer les passages interprovinciaux dans la région de la capitale nationale

En 2024 à 2025, SPAC a fait avancer plusieurs projets pour poursuivre l'amélioration des ponts dans la RCN.

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de l'amélioration des ponts interprovinciaux dans la RCN :

- a pris contact avec les communautés autochtones, encadré les consultations publiques sur la solution conceptuelle et fait approuver par la Commission de la capitale nationale (CCN) la solution conceptuelle privilégiée pour le projet de remplacement du pont Alexandra trois mois plus tôt que prévu;
- a effectué les réparations structurelles sur le pont Union de la traverse des Chaudières et attribué le contrat de conception pour le renouvellement des structures sud, les travaux de conception ayant commencé;
- a attribué le contrat de conception pour le renouvellement de la surface de roulement et du revêtement des poutres du pont Macdonald-Cartier; les travaux de conception progressent et le contrat de construction est en cours d'élaboration;

- a continué à faire avancer la phase suivante du projet de construction de pont dans l'est de la RCN, qui comprenait l'étude d'impact, des discussions avec les communautés autochtones, la conception, le plan préliminaire de préparation du chantier et la stratégie d'approvisionnement.

Vision et plan à long terme pour la Cité parlementaire

La VPLT restaure et modernise la Cité pour répondre aux besoins d'un Parlement du XXI^e siècle tout en veillant à ce qu'il reste le foyer de la démocratie canadienne et une source de fierté nationale pour tous les Canadiens et Canadiennes. Ce cadre de planification pluridécennal assure la revitalisation des édifices historiques (ex., édifice du Centre et îlot 2) et la transformation de la Cité en un complexe parlementaire ouvert, accessible, sûr, sécurisé et intégré.

SPAC a poursuivi son travail avec les administrations parlementaires, les partenaires autochtones, la CCN, la Ville d'Ottawa et le public pour actualiser la VPLT, qui orientera les décisions et la planification dans la Cité sur 50 ans. La VPLT prévoit une approche d'investissement plus intégrée et plus souple qui privilégie la sécurité du complexe et la modernisation des infrastructures.

Résultats obtenus par SPAC dans la mise en œuvre de la VPLT de la Cité parlementaire :

- a achevé à 100 % la conception de l'aménagement paysager de l'édifice du Centre, une étape importante qui mènera à la création d'un espace public plus accessible et plus inclusif sur la Colline du Parlement;
- a fait considérablement avancer l'élaboration de la conception de l'édifice du Centre et du Centre d'accueil du Parlement, les réalisations attendues étant en voie de se concrétiser à l'automne 2025;
- a fait avancer la construction de l'édifice du Centre, passant de la déconstruction à la reconstruction, fait d'importants progrès (ex., lancement de la reconstruction structurelle et achèvement à 90 % de l'installation des colonnes de soutien) et poursuivi la restauration de la maçonnerie, avec, globalement, 20 % des travaux achevés;
- a franchi la moitié de l'étape de la conception schématique pour le réaménagement de l'îlot 2 et effectué les travaux de préconception, comprenant l'analyse du chantier et les évaluations des bâtiments tout en amorçant les travaux de construction, comprenant la mobilisation du chantier, la démolition sélective, l'élimination des matières dangereuses et le déplacement des infrastructures;
- a poursuivi son travail avec Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada pour faire avancer l'aménagement d'un lieu national pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis ainsi que d'un lieu pour les Algonquins.

Stratégie Laboratoires Canada

En 2024 à 2025, SPAC a poursuivi le déploiement de la stratégie de Laboratoires Canada en pilotant les efforts de soutien des activités de science et de recherche fédérales et en répondant aux besoins essentiels liés aux infrastructures et aux partenariats, tout en positionnant stratégiquement les

ministères et les organismes pour qu'ils puissent s'y retrouver dans un monde de la recherche en évolution. Par la conception et la mise en place d'installations modernes, sécurisées, accessibles et dotées de capacités numériques, Laboratoires Canada assurent aux scientifiques fédéraux des conditions optimales pour mettre en commun les ressources et s'acquitter de leurs mandats en matière de recherche et de réglementation.

Résultats obtenus par SPAC en lien avec la stratégie de Laboratoires Canada :

- a ouvert le centre de recherche sur les matériaux de pointe de TerraCanada, à Mississauga, qui intègre la robotique pilotée par l'IA pour faire progresser la science des matériaux dans des domaines allant de la biotechnologie aux piles;
- a attribué le contrat de construction pour TerraCanada RCN et amorcé le processus d'approvisionnement lié à la conception pour TerraCanada Québec, tous deux acteurs indispensables dans les travaux du Canada consacrés aux minéraux critiques;
- a achevé la mise en place du Centre pour la protection des végétaux de Sidney (Colombie-Britannique) de Science réglementaire et Sciences pour la sécurité, afin de protéger et de développer les échanges agricoles et le commerce des fruits de verger, des fruits de vigne et des petits fruits ainsi que les secteurs connexes (ex., vin) en réduisant considérablement les délais d'importation et d'exportation des végétaux;
- a achevé à 100 % la conception du Centre d'entreprise des sciences de l'Atlantique (CESA) et entrepris la construction complète de l'aile scientifique.

Les dépenses d'infrastructure du gouvernement fédéral appuient les priorités sociales, économiques et environnementales du Canada

Résultats obtenus

En 2024 à 2025, SPAC a continué à se conformer aux priorités fédérales en matière d'infrastructures qui contribuent à l'atteinte des objectifs sociaux, économiques et environnementaux du Canada. Par des investissements ciblés et des initiatives concertées, SPAC a contribué à l'accès au logement, à la résilience climatique et à la durabilité environnementale, à l'accessibilité des bâtiments fédéraux et à la réconciliation avec les peuples autochtones.

Améliorer l'accès au logement

Dans le cadre de ses efforts en lien avec la Stratégie nationale sur le logement, SPAC a fait avancer plusieurs initiatives indispensables visant à libérer des terrains publics pour y construire des logements. Toute l'année, SPAC a travaillé étroitement avec des partenaires fédéraux pour rationaliser le processus d'aliénation des biens fédéraux excédentaires, évaluer le potentiel des biens pour la construction de logements et contribuer à l'Initiative des terrains fédéraux (ITF) de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de l'augmentation de l'accès au logement :

- a collaboré avec Logement, Infrastructures et Collectivités Canada (LICC) à la mise sur pied du Conseil d'action sur les terrains publics afin d'assurer le respect des priorités du gouvernement en faisant accélérer la disponibilité des terrains et en prévoyant des actions coordonnées entre les différents ordres de gouvernement;
- a mis en ligne le site Web de la banque de terrains publics du Canada en août 2024, qui répertoriait initialement 56 biens, représentant un potentiel de 25 000 logements. La banque en répertorie maintenant 90, représentant un potentiel d'environ 42 000 logements;
- a collaboré avec LICC, la SCHL et la Société immobilière du Canada en tant que membre actif du Conseil des terrains fédéraux afin d'assurer une étude rapide des demandes en rapport avec l'ITF;
- a discuté avec les parties prenantes d'un bout à l'autre du pays, en partenariat avec LICC, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada et d'autres ministères lors de tables rondes, de réunions individuelles et d'exposés présentés à des conférences qui ont réuni un large éventail de parties prenantes externes et de titulaires de droits;
- a contribué à la réalisation de sept projets de logements abordables représentant près de 1 550 logements, par exemple en pilotant une initiative qui consistait à transférer l'édifice Marine House, à Dartmouth (Nouvelle-Écosse), à la Mi'kmaq Native Friendship Society à des fins de réaménagement;
- a fait progresser l'aliénation du Centre Asticou, dans la RCN, pour la construction d'un hôpital de 600 lits et la renaturalisation d'environ 10 hectares de terrain.

Promouvoir la durabilité, l'adaptation aux changements climatiques et les initiatives d'écologisation du gouvernement pour les biens immobiliers et les infrastructures du gouvernement fédéral

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de la durabilité environnementale, de la résilience climatique et du programme d'écologisation des biens immobiliers et infrastructures fédéraux :

- a élargi les initiatives de consultation avec les occupants en faisant appel à l'IA et aux outils et communications numériques centralisés pour réduire la quantité de plastiques dans les bâtiments de SPAC, tout en maximisant les possibilités de détournement en s'associant au Programme de réacheminement des déchets pour recycler plus de 7 000 kg de déchets plastiques difficiles à recycler;
- a poursuivi le déploiement de la Stratégie favorisant l'achat de produits propres par l'acquisition de matériaux de construction à faible teneur en carbone intrinsèque pour les projets d'infrastructure fédéraux;
- a élaboré une nouvelle directive sur la conception de projets de construction à faible teneur en carbone, dont l'objet est d'en réduire l'empreinte environnementale;

- a poursuivi sa progression en ce qui concerne son engagement de réduire les émissions de GES, par exemple dans le cadre de l'Initiative sur l'électricité propre, qui a permis de fournir de l'électricité propre et renouvelable à 22 ministères fédéraux participants;
- a codirigé le processus d'approbation du programme national d'électricité propre avec la Région de l'Atlantique et la Région de l'Ouest, avec pour but d'atteindre un taux d'utilisation d'énergie propre de 100 % par la conclusion d'accords avec SaskPower, Nova Scotia Power et Énergie Nouveau-Brunswick et d'un contrat de 23 ans avec Capital Power, en Alberta;
- a poursuivi la mise en œuvre de la stratégie d'adaptation au climat en faisant progresser l'évaluation des risques climatiques consacrée aux biens de l'État et en incorporant dans les baux des mesures d'adaptation et les besoins des clients en matière de résilience climatique;
- a fait approuver par le Conseil du Trésor du Canada la phase V du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux, tout en continuant à progresser dans plusieurs projets de sites contaminés, par exemple, le grand projet d'assainissement réalisé à la cale sèche d'Esquimalt, sur la route de l'Alaska et ailleurs.

La VPLT de la Cité parlementaire et celle de Laboratoires Canada sont toutes deux restées au cœur des efforts de SPAC en faveur de la durabilité environnementale, de la résilience climatique et de l'engagement d'écologisation des biens immobiliers et infrastructures fédéraux. Afin de contribuer à la réduction de l'empreinte carbone du gouvernement du Canada, SPAC a obtenu les résultats suivants en 2024 à 2025 :

- a obtenu la certification Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) Or, « Fonctionnement et entretien », pour l'édifice Sir-John-A.-Macdonald, le Centre d'accueil du Parlement (phase 1) et l'édifice du Sénat du Canada;
- en mai 2024, a mené à terme le projet pilote d'utilisateur-payeur de la Chambre des communes concernant les bornes de recharge pour véhicules électriques, avec déploiement complet en juillet 2024;
- a mené à bien la transition énergétique, passant de la vapeur à l'eau chaude à basse température pour neuf bâtiments de la Cité parlementaire;
- a obtenu la certification LEED Or pour TerraCanada Mississauga.

Amélioration de l'accessibilité des immeubles fédéraux

En 2024 à 2025, SPAC a continué à jouer un rôle de premier plan dans la promotion de l'Initiative sur l'accessibilité de l'environnement bâti du gouvernement. En sa qualité d'autorité du gouvernement du Canada en matière de biens immobiliers, SPAC entend assurer la conformité de toutes les installations avec les normes d'accessibilité applicables ainsi que la prise en compte des normes les plus récentes et en évolution dans les nouveaux projets.

Résultats obtenus par SPAC au chapitre de l'amélioration de l'accessibilité des bâtiments fédéraux :

- a élaboré le Guide sur l'accessibilité et l'inclusion du Milieu de travail GC, qui plaide en faveur de l'inclusion en milieu de travail à l'échelle de l'administration fédérale pour assurer le respect des exigences en la matière et faire du Canada un pays sans obstacle d'ici 2040;
- a poursuivi sa collaboration avec Normes d'accessibilité Canada (NAC) et d'autres parties prenantes provenant de la communauté des personnes en situation de handicap afin d'étudier des moyens de réduire les obstacles dans ses installations et lieux de travail;
- a poursuivi le déploiement de la Stratégie et plan d'action pour l'accessibilité universelle de la Cité parlementaire, ce qui comprenait l'achèvement substantiel du programme de vérification de l'accessibilité universelle pour les bâtiments et les terrains et le début de la révision des lignes directrices relatives à la signalisation intérieure;
- a favorisé l'accessibilité et l'inclusion dans la conception des équipements de laboratoire en réponse aux orientations de NAC pour les projets de Laboratoires Canada.

Soutien aux efforts de réconciliation

Résultats obtenus par SPAC en faveur de la réconciliation :

- dans le cadre de l'Initiative sur les partenariats stratégiques, a financé trois projets avec le Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones, la First Nations Business Development Association et le South Island Prosperity Partnership-Indigenous Prosperity Centre;
- a fait augmenter la participation des Autochtones au processus d'approvisionnement fédéral en attribuant plus de 42 millions de dollars de contrats à des entreprises autochtones, soit 4,2 % du total des dépenses admissibles;
- a représenté et mis en évidence la culture autochtone par l'application des Lignes directrices sur la conception d'inspiration autochtone pendant les travaux d'aménagement du Milieu de travail GC, afin d'intégrer des espaces culturels et spirituels autochtones et des influences de conception autochtones dans les grands projets immobiliers de SPAC;
- a travaillé avec Patrimoine canadien, la CCN et des partenaires parlementaires pour répondre à l'appel à l'action 81 de la Commission de vérité et réconciliation, qui porte sur la construction et l'installation d'un monument national sur les pensionnats autochtones;
- a aidé Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada à faire progresser la vision, la conception et la gouvernance d'un espace national pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis, par exemple en facilitant la signature d'une lettre d'intention et d'un cadre de mise en œuvre axé sur la collaboration avec des organisations autochtones nationales et en organisant une cérémonie avec les chefs de la Nation algonquine Anishinabe pour officialiser l'engagement de créer un espace pour les Algonquins;

- a mis à profit les plans de participation autochtone pour accroître la participation économique des Autochtones aux grands projets, ayant consacré 35 millions de dollars aux initiatives de soutien aux entreprises autochtones dans le cadre du Programme de réhabilitation de l'édifice du Centre et attribué 15,5 millions de dollars à des entreprises autochtones dans le cadre du projet de réaménagement de l'îlot 2;
- a organisé des consultations avec les employés autochtones dans les centres de Laboratoires Canada afin de tenir compte de leurs points de vue dans la conception des installations, ce qui a permis de créer un milieu de travail respectueux des valeurs culturelles pour les employés, les partenaires et les visiteurs autochtones.

Principaux risques

Biens compromis

En 2024 à 2025, l'intégrité, la sécurité et l'accessibilité des biens immobiliers et des infrastructures de SPAC pourraient être altérées par le changement climatique, les catastrophes naturelles, la détérioration des infrastructures et les défauts de conception initiaux de même que par les actions d'origine humaine, ce qui pourrait nuire à la continuité des activités. Pour atténuer ce risque en 2024 à 2025, SPAC a, par exemple :

- poursuivi divers projets pour préserver les immeubles et les ouvrages techniques, arrêter ou réduire la détérioration en cours, répondre aux besoins de réparation urgents, régler les problèmes de santé et de sécurité et réduire le coût et la complexité des futurs travaux;
- poursuivi la réalisation d'évaluations de la vulnérabilité au changement climatique et la prise de mesures d'adaptation pour les bâtiments et les ouvrages techniques à l'échelle du pays, Cité parlementaire comprise;
- a poursuivi l'adaptation des mesures de sécurité à la Cité parlementaire pour faire face à l'évolution des menaces, par exemple la restriction de l'accès aux véhicules et la protection des biens et des occupants, tout en encourageant les consultations avec le public et en assurant la fonctionnalité des lieux pour les personnes qui y travaillent.

Approvisionnement et livraison

En 2024 à 2025, la réalisation efficace et efficiente d'initiatives importantes de SPAC aurait pu être entravée par la nature des travaux complexes de grande envergure (ampleur des projets, complexités, dépendance des partenaires, évolution des exigences en matière de sécurité) et par la situation mondiale actuelle (inflation, délais d'approvisionnement et limites de la capacité de l'industrie), ce qui pourrait nuire à la crédibilité du ministère auprès des intervenants. Pour atténuer ce risque en 2024-2025, SPAC a, par exemple :

- dressé un plan pour faire face à la croissance prévue et répondre aux attentes en fonction des fonds accordés dans le Cadre d'amélioration continue;

- structuré, financé et accéléré la modernisation des locaux à bureaux afin de concrétiser la vision du Milieu de travail GC.
- poursuivi l'évaluation des effets des pressions inflationnistes sur les coûts de projet et travaillé avec les partenaires à l'élaboration de stratégies pour réduire autant que possible ces effets;
- fait adopter une approche de projet purement canadienne et s'est engagé à surveiller les coûts de construction pour tenir compte des éventuels droits de douane.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 12 : Aperçu des ressources requises pour Biens et infrastructure

Le tableau 12 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	3 347 618 258 \$	3 775 611 745 \$
Équivalents temps plein	4 691	4 736

La [section Finances de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités pangouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes Plus

SPAC continuera d'intégrer des objectifs d'approvisionnement social dans les nouveaux contrats de services immobiliers pour les bâtiments et assurera l'inclusion de conceptions accessibles et inclusives dans les projets de gestion de locaux fédéraux. Il continuera par ailleurs à collaborer avec diverses organisations et communautés autochtones pour assurer la participation des Autochtones à la restauration et à la modernisation de la Cité parlementaire du Canada.

En 2024 à 2025, une ACS Plus a été consacrée à la VPLT de la Cité parlementaire. Selon le rapport, la VPLT permettra d'ajouter des bâtiments plus accessibles et, de façon générale, de réaménager le complexe parlementaire en fonction de l'évolution de la démographie canadienne et d'augmenter la participation des groupes vulnérables par l'adoption de stratégies de recrutement et d'approvisionnement ciblées. Cette évaluation orientera tous les projets de la VPLT à partir de maintenant.

SPAC a aussi poursuivi son travail avec les administrations parlementaires afin d'améliorer l'inclusivité pour les parlementaires et les Canadiens et Canadiennes, ce qui comprend, par exemple, des services de garde d'enfants des pièces pour les parents qui s'occupent de jeunes enfants, des tables à langer, un

meilleur éclairage dans les terrains de stationnement, des boutons de panique à l'extérieur et des toilettes non genrées.

Par ailleurs, les projets de Laboratoires Canada ont largement profité à divers groupes en permettant d'améliorer la conception des installations scientifiques et de les rendre accessibles, modernes, inclusives et propices à la collaboration. SPAC travaille aussi avec les partenaires scientifiques à la mise en place du CESA et de l'installation de Science de la sécurité et de la technologie des transports dans la RCN conformément aux directives du gouvernement du Canada sur l'ACS Plus.

Pour tout savoir sur les moyens qu'emploie SPAC pour appliquer l'ACS Plus à ses programmes et activités, consultez le [tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus de SPAC](#).

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et Objectifs de développement durable des Nations Unies

Les activités de SPAC au titre de sa responsabilité essentielle en matière de biens et d'infrastructure ont soutenu les efforts déployés par le Canada pour respecter le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Au cours de l'exercice 2024 à 2025, parmi les diverses initiatives et programmes soutenant les ODD, SPAC a :

- a permis de fournir à des ministères fédéraux de l'électricité renouvelable et conclu des accords à long terme avec des fournisseurs d'électricité provinciaux dans le cadre de l'Initiative sur l'électricité propre et du programme national d'électricité propre, afin d'assurer la transition vers l'énergie propre à 100 % et de réduire les émissions de gaz à effet de serre;
- a poursuivi le déploiement de la Stratégie favorisant l'achat de produits propres et adopté une nouvelle directive pour la conception de projets de construction à faible teneur en carbone intrinsèque afin d'assurer la durabilité des infrastructures et l'innovation et, parallèlement, la réduction de l'empreinte environnementale des projets fédéraux;
- a fait progresser le déploiement de la Stratégie d'adaptation au climat en évaluant les risques climatiques pesant sur les biens fédéraux et en intégrant des exigences en matière de résilience climatique dans les baux;
- a fait augmenter la participation des occupants au projet de réduction des plastiques à usage unique dans les bâtiments fédéraux.

Ces initiatives ont contribué à la réalisation des ODD suivants :

- Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable (ODD 7, cible 7.2).
- Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation (ODD 9, cibles 9.1 et 9.4).
- Établir des modes de consommation et de production durables (ODD 12, cibles 12.5 et 12.7).

- Prendre d’urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions (ODD 13).
- Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en les exploitant de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l’appauvrissement de la biodiversité (ODD 15).

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l’apport de SPAC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable dans sa [Stratégie ministérielle de développement durable](#).

Répertoire des programmes

La responsabilité essentielle Biens et infrastructure est appuyée des programmes suivants :

- Colline du Parlement et ses environs
- Locaux fédéraux et infrastructure
- Opérations du Cap-Breton (OCB)—Gestion du portefeuille
- Services immobiliers et infrastructure

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour Biens et infrastructure la page [Résultats dans l’InfoBase du GC](#).

Responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Priorités pangouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)

Description

SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux domaines du Cadre de qualité de vie pour le Canada suivants :

- le domaine Saine gouvernance et l'indicateur « Confiance à l'égard des institutions publiques », par la tenue des activités énoncées dans la description de cette responsabilité essentielle
- le domaine Société et l'indicateur « Perceptions positives de la diversité », par la tenue d'activités consacrées aux langues officielles, aux langues autochtones et aux langues des signes

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 4 : Soutien à l'échelle du gouvernement.

Tableau 13 : Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité

Le tableau 13 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des services linguistiques qui sont conformes aux normes de qualité en vigueur	Au moins 85 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 94 %

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
			2023 à 2024 : 99 % ²⁸ 2024 à 2025 : 96,4 %
Pourcentage de satisfaction globale des clients à l'endroit des outils langagiers et des services linguistiques du Bureau de la traduction	Au moins 90 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 87,6 % 2023 à 2024 : 87,4 % ²⁹ 2024 à 2026 : 87 % ³⁰

Tableau 14 : Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée

Le tableau 14 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié au Gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée a au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des demandes de vérification de l'intégrité traitées selon la norme de service à la clientèle de quatre heures (deux heures en cas d'urgence)	Au moins 90 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 99 % 2023 à 2024 : 99 % 2024 à 2025 : 99 %
Pourcentage d'enquêtes de sécurité traitées dans un délai de sept jours ouvrables pour les entrepreneurs et les sous-	Au moins 85 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 98 % 2023 à 2024 : 94 % 2024 à 2025 : 96 %

²⁸ Le résultat de 2023 à 2024 ne comprend que les services de terminologie et de traduction. Les services d'interprétation ne sont pas inclus en raison de l'absence de données. Afin de veiller à la disponibilité des données à l'avenir, de nouvelles procédures seront mises en place pour améliorer la reddition de comptes sur les services linguistiques de SPAC.

²⁹ La cible n'a pas été atteinte, car la satisfaction à l'égard des services et des outils linguistiques a enregistré des variations mineures. Le Bureau de la traduction a mené des sondages visant à évaluer plus précisément la satisfaction des clients à l'égard de Termium Plus® et s'efforce de perfectionner cet outil linguistique.

³⁰ En 2024 à 2025, 9 % du total des répondants ont indiqué être « ni satisfaits ni insatisfaits » des outils et services linguistiques du Bureau de la traduction. La méthodologie de l'indicateur attribue systématiquement une valeur négative aux réponses neutres, ce qui fausse les résultats et risque de ne pas refléter fidèlement le niveau de satisfaction réel. L'indicateur fait l'objet d'une révision afin d'en augmenter l'utilité et l'exactitude. Le Bureau de la traduction continuera à travailler avec ses clients pour améliorer ses outils et services linguistiques.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
traitants devant avoir accès à des renseignements protégés			

Tableau 15 : Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens

Le tableau 15 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des clients qui sont satisfaits ou très satisfaits des outils et/ou des services de SPAC	Au moins 87 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 71,5 % 2023 à 2024 : 68 % ³¹ 2024 à 2025 : 78 %
Pourcentage des normes de service de SPAC respectées	Au moins 87 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 75,8 % 2023 à 2024 : 77 % ³² 2024 à 2025 : 73 % ³³

La section [Résultats de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

³¹ Les commentaires des clients ont permis de dégager des possibilités d'amélioration concernant la rapidité, la disponibilité des informations en ligne et la nécessité de simplifier les processus. En réponse, des changements sont mis en œuvre dans l'ensemble du ministère pour résoudre ces problèmes et améliorer la prestation de services à l'avenir. En outre, les informations tirées des sondages réalisés auprès de la clientèle sont analysées pour adapter les services aux attentes et aux besoins des clients.

³² SPAC continue à améliorer ses services afin de respecter les normes de service et travaille avec ses ministères clients pour identifier les problèmes à résoudre au moyen de plans d'action précis

³³ Les ressources limitées, les nombreuses demandes et les retards accumulés continuent d'influer sur le résultat de cet indicateur. SPAC travaille activement avec les ministères pour identifier les lacunes à combler en dressant des plans d'action particuliers pour améliorer les normes de service.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement au Soutien à l'échelle du gouvernement en 2024 à 2025 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel de SPAC pour l'exercice.

Les organisations fédérales ont accès à des outils et à des services linguistiques de haute qualité

Résultats obtenus

Résultats obtenus par SPAC pour mettre à la disposition des organisations fédérales des services et outils linguistiques de grande qualité :

- a traité 1 470 demandes terminologiques spéciales provenant de ses clients et partenaires;
- a créé plus de 4 900 fiches et mis à jour 12 300 fiches dans TERMIUM Plus®, la banque de données terminologiques du gouvernement du Canada;
- a fait l'essai de solutions d'IA, poursuivi la réalisation de projets de recherche en collaboration avec le Conseil national de recherches du Canada et commencé le développement de GCtraduction, un projet pilote de centre linguistique en libre-service qui permettra aux employés d'utiliser des outils linguistiques en temps sécurisés basés sur l'IA et « formés » à partir de données canadiennes;
- a fourni des services d'interprétation au Parlement du Canada, représentant plus de 22 000 heures, et fourni au gouvernement du Canada des services d'interprétation, représentant plus de 20 000 heures, dans les langues officielles, étrangères et autochtones et les langues des signes;
- a poursuivi le développement des capacités des communautés autochtones en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux pour augmenter l'accès aux services d'interprétation à distance pour les langues autochtones, afin de répondre à la demande.

Le gouvernement fait affaire avec des fournisseurs éthiques et veille à ce que l'information de nature délicate soit manipulée de manière appropriée

Résultats obtenus

Résultats obtenus par SPAC pour garantir que le gouvernement travaille avec des fournisseurs respectueux des principes d'éthique et que les informations sensibles soient dûment traitées :

- a mis sur pied le Bureau de l'intégrité et de la conformité des fournisseurs, qui assure le renforcement de l'intégrité et de l'encadrement des processus d'approvisionnement et de gestion des biens immobiliers pour éviter que le Canada ne fasse affaire avec des fournisseurs préoccupants;

- a assuré une utilisation intégrale des fonds qui lui ont été alloués pour fournir des services de juricomptabilité subventionnés aux services de police pour leurs dossiers d'enquête sur les drogues et les substances contrôlées, afin de faciliter le renouvellement par le gouvernement de la Stratégie canadienne sur les drogues et autres substances de Santé Canada;
- a mené deux grandes campagnes de sensibilisation à la fraude à l'échelle de l'administration fédérale, axées sur la prévention, la détection et la réponse à la fraude dans le domaine de l'approvisionnement, pour lesquelles a été élaborée une boîte à outils qui a été distribuée à plus 90 ministères et au réseau interne de lutte contre la fraude;
- a poursuivi le recouvrement des montants non autorisés facturés au Canada et demandé aux entrepreneurs principaux concernés de rembourser des sommes qui ont été versées à des sous-traitants, ce qui a permis de récupérer près de 4 millions de dollars;
- a fait évoluer l'approche axée sur le client du Programme des marchandises contrôlées (PMC) en renforçant les mesures de conformité et de sécurité pour les biens sensibles et stratégiques;
- a approfondi la collaboration entre le secteur privé et le gouvernement dans le cadre du PMC en renforçant la concertation avec les parties prenantes, en améliorant les outils en place et en organisant des réunions d'information ciblées, afin d'atténuer efficacement les risques en réponse à l'évolution du contexte de sécurité mondial;
- a poursuivi l'amélioration des processus de contrôle de sécurité du personnel et de l'organisation dans le cadre du Programme de sécurité des contrats grâce à des gains d'efficacité;
- a mené à terme les négociations de cinq accords sur la sécurité générale de l'information, concernant la sécurité industrielle et la défense, avec les partenaires étrangers et poursuivi les négociations de cinq nouveaux;

Les organisations fédérales disposent des services de soutien et des outils dont elles ont besoin pour offrir leurs programmes aux Canadiens

Résultats obtenus

Résultats obtenus par SPAC en lien avec ce résultat ministériel :

- a poursuivi le soutien à ses clients et acheteurs en traitant plus de 29 500 transactions et en réalisant des ventes de 48 millions de dollars par l'intermédiaire de GCSurplus, tout en détournant des lieux d'enfouissement 32 185 kg de piles recyclées;
- a fait don de 4 200 biens à 307 bénéficiaires uniques par l'intermédiaire du service GCDons et de 59 000 livres de nourriture par l'intermédiaire de Banques alimentaires Canada et de Second Harvest;

- a modernisé le mode de fonctionnement de la Gazette du Canada en analysant les tests de l'expérience utilisateur et le processus de flux de travail en mettant en place une nouvelle fonction de pièce jointe pour le Système de consultation réglementaire en ligne;
- a modernisé le Système d'information de gestion de la publicité par l'ajout de fonctions d'automatisation et de guides d'orientation pour tous les ministères;
- a mené à bien l'analyse de l'expérience utilisateur et des éléments de mappage de données dans le cadre du projet d'adoption de l'infonuagique en cours, dont l'objet est d'assurer la migration du site Web des Publications du GC, des systèmes concernés et du moteur de recherche vers l'environnement infonuagique de SPAC;
- a effectué le renouvellement des licences pour le suivi des médias à l'échelle de l'administration fédérale et poursuivi l'amélioration de son modèle de gouvernance pour le Programme d'autorisation pour les médias protégés par les droits d'auteur.

Principaux risques

Analyse des données

En 2024 à 2025, en raison de contraintes de personnel et de limites dans l'intégration des systèmes et la gouvernance des données qui pourraient avoir nui à ses activités et au soutien qu'il apporte à ses clients, à ses partenaires et aux autres parties prenantes, SPAC a prévu des mesures au cas où il ne pourrait pas obtenir rapidement des données fiables ni être capable de les analyser comme il se doit pour prendre des décisions éclairées et en temps voulu. Pour atténuer ce risque en 2024-2025, SPAC a, par exemple :

- doté de manière ciblée des postes essentiels dans l'organisation du dirigeant principal des données pour faciliter l'encadrement et la mise en œuvre de la stratégie de données de SPAC;
- amélioré la communication des informations et accéléré le processus décisionnel en développant les capacités d'analyse, en mettant en place des outils en libre-service et en facilitant la consultation des sources de données;
- amélioré la gouvernance des données en collaborant avec les administrateurs de données et en adoptant des pratiques exemplaires pour les initiatives prioritaires ciblées.

Transformation numérique

En 2024 à 2025, SPAC a constaté qu'il ne serait peut-être pas en mesure de déployer rapidement les systèmes informatiques modernes et fiables pour assurer l'efficacité de la prestation de ses services dans un environnement opérationnel essentiellement numérique en raison de capacités limitées et d'interdépendances entre les parties prenantes qui auraient pu nuire au soutien apporté dans le cadre du nouveau modèle de travail hybride du gouvernement du Canada. Pour atténuer ce risque en 2024-2025, SPAC a, par exemple :

- modernisé et uniformisé son portefeuille technologique tout en s’adaptant aux besoins opérationnels;
- travaillé avec les parties prenantes internes et externes pour assurer la transition de l’infrastructure en place dans le cadre de la transformation numérique.

Fraude et autres actes répréhensibles

En 2024 à 2025, SPAC aurait pu être confronté à des menaces de fraude, de collusion et d’autres formes d’actes répréhensibles en sa qualité d’agent d’approvisionnement fédéral, de gestionnaire des biens immobiliers, de receveur général et d’administrateur de la paye et des pensions, qui auraient pu miner la confiance des clients et des parties prenantes et entraîner des responsabilités juridiques ou financières pour le gouvernement du Canada. Pour atténuer ce risque en 2024 à 2025, SPAC a, par exemple :

- poursuivi l’analyse des fraudes afin d’améliorer les capacités de détection des fraudes de SPAC;
- fait avancer l’intégration et la coordination des activités de lutte contre la fraude à l’échelle de son organisation en faisant appel au Carrefour antifraude et en appliquant les structures de gouvernance en place, afin que les risques de fraude soient traités selon une approche globale et stratégique;
- réalisé une évaluation ciblée des risques de fraude liée à la surfacturation afin de faciliter l’élaboration d’une approche pangouvernementale pour atténuer ce phénomène;
- a préparé un guide sur la gestion des risques de fraude afin d’orienter les employés vers l’approche stratégique de gestion des risques de fraude et les différents rôles et les différentes responsabilités ainsi que de répertorier les activités d’atténuation à grande échelle de ses secteurs fonctionnels;
- dans le cadre de ses campagnes de prévention de la fraude semestrielles, SPAC a efficacement fait la promotion de la ligne de dénonciation de la fraude relative aux contrats fédéraux, ce qui a fait augmenter de 250 % le volume des dénonciations reçues et, par conséquent, atténué le risque de fraude non détectée.

Recrutement et maintien en poste

En 2024 à 2025, SPAC a constaté qu’il ne serait peut-être pas en mesure d’attirer et de maintenir en poste un effectif qualifié, motivé et diversifié en raison des conditions du marché du travail et des incertitudes liées à l’évolution du travail, ce qui aurait pu nuire à la santé et au bien-être de son personnel ainsi qu’à la réalisation de son mandat.

En particulier, il y avait un risque d’écart de compétences entre le secteur langagier et ses effectifs futurs en raison du nombre limité de programmes linguistiques postsecondaires et du manque d’interprètes à l’échelle mondiale. La situation aurait pu nuire à la capacité de SPAC à recruter et à maintenir en poste les langagiers.

Pour atténuer ce risque en 2024 à 2025, SPAC a, par exemple :

- poursuivi le dialogue avec les parties prenantes du secteur langagier (ex., universités, groupes du milieu universitaire et associations professionnelles), qui a abouti à la création de deux programmes universitaires en interprétation;
- poursuivi l'étude de solutions innovantes pour développer les capacités et maintenir en poste les talents, par exemple par le recrutement de personnel autochtone et à l'étranger;
- a poursuivi son étroite collaboration avec les administrations de la Chambre des communes et du Sénat ainsi qu'avec les experts en audiologie afin d'améliorer les conditions de travail des interprètes.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 16 : Aperçu des ressources requises pour Soutien à l'échelle du gouvernement

Le tableau 16 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	159 892 137 \$	167 777 405 \$
Équivalents temps plein	2 706	2 560

La [section Finances de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités pangouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes Plus

SPAC améliore sans arrêt les méthodes de collecte de données et continue de trouver de nouveaux moyens de déterminer et d'évaluer les effets induits par les changements de programme. Par l'intermédiaire du Bureau de la traduction, SPAC a par ailleurs poursuivi ses efforts pour augmenter l'offre de services de traduction et d'interprétation en langues autochtones et de fournir des services d'interprétation en American Sign Language et en langues des signes québécois pour les Canadiens sourds, sourds et aveugles et devenus sourds.

Pour tout savoir sur les moyens qu'emploie SPAC pour appliquer l'ACS Plus à ses programmes et activités, consultez le [tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus de SPAC](#).

Répertoire des programmes

La responsabilité essentielle Soutien à l'échelle du gouvernement est appuyée des programmes suivants :

- Aliénation des biens
- Gestion des services
- Office des normes générales du Canada
- Services d'imagerie documentaire
- Services d'information
- Services de sécurité et de surveillance
- Services linguistiques
- Services organisationnels et numériques pangouvernementaux

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes sur la page [Résultats dans l'InfoBase du GC.](#)

Responsabilité essentielle 5 : Ombud de l’approvisionnement

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Répercussions sur la qualité de vie](#)
- [Progrès à l’égard des résultats](#)
- [Principaux risques](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Priorités pangouvernementales connexes](#)
- [Répertoire des programmes](#)

Description

Le Bureau de l’Ombud de l’approvisionnement (BOA) mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d’approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et de fournir des services de règlement des différends.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aussi au domaine « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada et, plus précisément, aux indicateurs « Confiance à l’égard des institutions » et « Accès à un système de justice juste et équitable » par l’entremise de toutes les activités mentionnées dans la description de la responsabilité essentielle.

Progrès à l’égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 5 : Ombud de l’approvisionnement.

Tableau 17 : Sensibiliser aux enjeux liés à l’approvisionnement et échanger des renseignements

Le tableau 17 présente la cible, la date d’atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Sensibiliser aux enjeux liés à l’approvisionnement et échanger des renseignements au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d’atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre d’activités de sensibilisation tenues chaque année avec les fournisseurs canadiens, principalement les petites et moyennes entreprises, les représentants du gouvernement fédéral et d’autres intervenants	Au moins 48	Mars 2025	2022 à 2023 : 96 2023 à 2024 : 107 2024 à 2025 : 92

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Nombre de provinces et territoires où se déroulent ces activités de sensibilisation	Au moins 6	Mars 2025	2022 à 2023 : 13 2023 à 2024 : 13 2024 à 2025 : 13
Pourcentage du nombre de nouvelles visites du site Web du BOA d'une année à l'autre	Au moins 5 %	Mars 2025	2022 à 2023 : S.O. ³⁴ 2023 à 2024 : 199,83 % ³⁵ 2024 à 2025 : -8,26 % ³⁶
Pourcentage de nouveaux abonnés et d'impressions sur les comptes de médias sociaux numériques du BOA d'une année à l'autre	Au moins 10 %	Mars 2025	2022 à 2023 : 2 563 % 2023 à 2024 : -97,5 % ³⁷ 2024 à 2025 : 16,67 %

Tableau 18 : Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends

Le tableau 18 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des processus de règlement extrajudiciaire des différends donnant lieu à une	Au moins 75 %	Mars 2025	2022 à 2023 100 % 2023 à 2024 0 % ³⁸

³⁴ En raison de la panne du logiciel de collecte de données de mai 2022 à janvier 2023, ce résultat n'est pas disponible.

³⁵ En 2023 à 2024, le nombre de nouveaux abonnés et d'impressions s'est stabilisé à la suite de la campagne publicitaire de l'automne 2022. L'indicateur, sa méthodologie et sa cible seront revus à l'avenir afin d'en améliorer la pertinence et l'utilité.

³⁶ La diminution du nombre de premières visites sur le site Web du BOA est probablement le résultat d'une présence numérique en pleine maturation, caractérisée par un public fidèle plus stable et plus enthousiaste qui consulte de plus en plus le contenu du BOA. L'indicateur fait l'objet d'une révision afin d'en améliorer l'utilité et la facilité d'utilisation pour les rapports futurs.

³⁷ En 2023 à 2024, le nombre de nouveaux abonnés et d'impressions s'est stabilisé à la suite de la campagne de publicité de l'automne 2022. L'indicateur, sa méthode et l'objectif seront revus dans l'avenir pour en augmenter l'utilité et la facilité d'utilisation pour les rapports futurs.

³⁸ Au cours de l'exercice 2023 à 2024, le BOA a reçu 11 demandes de règlement extrajudiciaire des différends, parmi lesquelles 1 a été résolue informellement avec le soutien du BOA et a donc été retirée; 3 sont passées à l'étape de la médiation mais n'ont pas abouti à une entente; 5 ne sont pas passées à l'étape de la médiation (pour 3 d'entre elles, le ministère concerné a refusé de participer, et pour les 2 autres, le fournisseur a retiré sa demande); et 2 sont en cours et figureront dans le prochain rapport.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
entente de règlement convenue par les deux parties			2024 à 2025 11 % ³⁹

Tableau 19 : Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales

Le tableau 19 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et le résultat réel obtenu pour chaque indicateur lié à Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales au cours des trois derniers exercices.

Indicateurs de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte des cibles	Résultats réels
Pourcentage des plaintes des fournisseurs examinées dans un délai de 120 jours ouvrables, conformément aux exigences législatives	100 %	Mars 2025	2022 à 2023 100 % 2023 à 2024 100 % 2024 à 2025 100 %
Pourcentage des recommandations faites par l'Ombud pour lesquelles les organisations fédérales ont pris des mesures	100 %	Mars 2025	2022 à 2023 100 % 2023 à 2024 100 % 2024 à 2025 100 %

La section [Résultats de l'Infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

³⁹ En 2024 à 2025, le BOA a reçu neuf demandes de règlement extrajudiciaire des différends (RED), dont : 1 a été réglée officiellement et a donné lieu à un accord de règlement; 4 ont été résolues de manière informelle avec l'aide du BOA, elles ont donc été retirées; 3 ont eu recours à la médiation, mais n'ont pas abouti à un règlement à l'amiable; et 1 est en cours et fera l'objet d'un rapport au cours du prochain exercice.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement l'Ombud de l'approvisionnement en 2024 à 2025 par rapport aux résultats prévus dans le Plan ministériel de SPAC pour l'exercice.

Résultat ministériel : Sensibiliser aux enjeux liés à l'approvisionnement et échanger des renseignements

Résultats obtenus

Le BOA effectue des études et des rapports sur des sujets liés à l'approvisionnement qui intéressent les fournisseurs canadiens et les ministères fédéraux. En 2024 à 2025, le BOA a entrepris les quatre études suivantes, dont la publication est prévue pour 2025 à 2026 : Demandes de propositions avec négociations; Meilleur rapport qualité-prix; Administration des contrats de construction; et L'heure est aux solutions : Cinq principaux changements fondamentaux nécessaires dans l'approvisionnement fédéral.

Au total, dix études d'approfondissement et de partage des connaissances ont été publiées sur des sujets essentiels liés au processus d'approvisionnement fédéral, qui font par ailleurs l'objet de discussions à des conférences et à d'autres événements.

Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés grâce au règlement extrajudiciaire des différends

Résultats obtenus

Le BOA a aidé les fournisseurs et les ministères fédéraux à résoudre des problèmes liés à l'approvisionnement de manière informelle dans la mesure du possible et a proposé des services officiels de règlement extrajudiciaire des différends (RED) si les deux parties à un contrat fédéral le demandaient et en convenaient. En 2024 à 2025, le BOA a reçu neuf demandes de RED concernant des différends survenus pendant la phase d'administration de contrats fédéraux.

Les enjeux liés à l'approvisionnement sont réglés au moyen de l'examen des plaintes des fournisseurs et de l'examen des pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales

Résultats obtenus

Quand une plainte répondant aux critères du Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement est déposée auprès de l'Ombud de l'approvisionnement, ce dernier doit effectuer une enquête, puis fournir ses recommandations et, le cas échéant, ses recommandations sur le versement d'indemnités dans un délai de 120 jours ouvrables. Le BOA assure, un an plus tard, le suivi de toutes les recommandations fournies à l'organisation fédérale concernée afin de vérifier si elles ont été appliquées.

En 2024 à 2025, le BOA a reçu 670 dossiers concernant 1 200 problèmes liés à l’approvisionnement. Dans tous les cas, le BOA a soit apporté une aide directe, soit orienté le demandeur vers l’autorité compétente.

Le BOA a par ailleurs reçu 136 plaintes, dont 38 ont été étudiées pendant l’exercice selon les délais fixés par la loi. Tous les rapports figurent sur le site Web du BOA.

Principaux risques

Afin d’atténuer les risques liés à son mandat, le BOA :

- a poursuivi ses efforts pour faire augmenter le budget, qui stagne depuis la mise sur pied du BOA;
- s’est tenu au courant des tendances, des avancées et des initiatives actuelles dans le domaine de l’approvisionnement fédéral afin de maximiser la qualité et la valeur des recommandations et des résultats du BOA;
- a collaboré largement avec les parties prenantes fédérales dans le domaine de l’approvisionnement pour tenir compte des conséquences de ses mesures et rester concentré sur les besoins de ceux qu’il sert.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 20 : Aperçu des ressources requises pour Ombud de l’approvisionnement

Le tableau 20 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	4 480 464 \$	5 356 263 \$
Équivalents temps plein	28	33

La [section Finances de l’infographie de SPAC dans l’InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l’infographie de SPAC dans l’InfoBase du GC](#) présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Priorités pangouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui correspondent à cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes Plus

Le BOA a continué à appliquer une optique de diversité et d’inclusion à toutes ses interactions avec des tiers, y compris les ministères, les fournisseurs et le grand public. Pendant l’exercice, le BOA a recueilli, au moyen de son calendrier de communication annuel, des informations sur le nombre d’activités d’information et de consultations annuelles, tenues expressément avec les entreprises détenues ou

dirigées par des Autochtones, des Canadiens noirs et racisés, des membres de la communauté 2ELGBTQI+ ou issus d'autres groupes sous-représentés;

Le BOA a par ailleurs participé à un forum à l'intention des organisations fédérales d'Ombuds du Canada pour communiquer des informations sur les programmes, les initiatives et les pratiques exemplaires qui assureront la diversité, l'inclusion et l'équité au travail. Finalement, le BOA publié son rapport sur l'état d'avancement de son plan d'accessibilité.

Pour tout savoir sur les moyens qu'emploie le BOA pour appliquer l'ACS Plus à ses programmes et activités, consultez le [tableau de renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus de SPAC](#).

Répertoire des programmes

La responsabilité essentielle Ombud de l'approvisionnement est appuyée des programmes suivants :

- Ombud de l'approvisionnement

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour l'Ombud de l'approvisionnement sur la page [Résultats dans l'InfoBase du GC](#).

Services internes

Dans la présente section

- [Description](#)
- [Progrès à l'égard des résultats](#)
- [Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus](#)
- [Marchés attribués à des entreprises autochtones](#)

Description

Les services internes désignent les activités et les ressources qui appuient un ministère dans son travail visant à remplir ses obligations et à exécuter ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion et de surveillance
- services de communication
- services juridiques
- services de gestion des ressources humaines
- services de gestion des finances
- services de gestion de l'information
- services des technologies de l'information
- services de gestion des biens immobiliers
- services de gestion du matériel
- services de gestion des acquisitions.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente les mesures prises par le ministère pour atteindre les résultats et les cibles en ce qui a trait aux services internes.

Services de gestion et de surveillance

Les activités prévues du Plan de sécurité ministériel 2022 à 2025 ont continué à progresser l'an dernier. SPAC a fait avancer les activités d'atténuation des risques de sécurité constatés en adaptant et en faisant évoluer ses processus, la formation sur la sécurité et les activités de sensibilisation. Des ateliers ont été organisés avec les directions générales et les régions de SPAC pour passer en revues les risques pour la sécurité, valider les données et évaluer la probabilité et les conséquences de chaque risque dans le cadre de l'élaboration du Plan de sécurité ministériel 2025 à 2028.

Services de communication

SPAC a modernisé avec succès son contenu et sa plateforme Internet, assurant leur totale conformité avec les politiques et les normes numériques du gouvernement du Canada. Par ailleurs, SPAC a élaboré une nouvelle architecture d'information centrée sur l'utilisateur pour son intranet en conduisant des tests détaillés auprès des utilisateurs.

SPAC a continué à utiliser de nouvelles technologies et à appliquer des approches ciblées, ce qui comprenait des activités de communication adaptées au public (ex., récits, contenu numérique et

multimédia et contenu de média social amplifié) pour promouvoir ses programmes, services et initiatives ainsi qu'accroître l'ouverture et la transparence. SPAC a organisé avec succès trois journées « Transparence planifiée », où il a rendu compte de sa progression dans l'amélioration des services de paye actuels et la transformation des RH et de la paye. Ces journées ont par ailleurs permis aux employés de poser des questions directement au sous-ministre délégué et de recevoir des réponses en temps réel. Les rapports trimestriels ont été affichés sur le Web, les mises à jour du tableau de bord de la paye y ayant été affichées chaque mois, de sorte que les employés ont pu être régulièrement informés des cas de problème de paye en suspens et de leur délai de traitement.

SPAC a aussi poursuivi la modernisation de son approche de communication en affichant un contenu de média social mieux adapté aux publics cibles. Il a établi une présence dans les médias sociaux, sur Facebook et Reddit, afin d'accentuer la communication réciproque en temps réel sur la paye et les avantages sociaux avec les fonctionnaires fédéraux. Un an après sa mise en place, la page Facebook avait accumulé plus de 10 000 abonnés. La page Reddit, mise en place à la fin janvier 2025, en compte déjà près de 500.

Services de gestion des ressources humaines

En 2024 à 2025, SPAC a déployé son plan d'action sur la diversité et l'inclusion afin d'atténuer les lacunes d'équité en matière d'emploi, en privilégiant les personnes en situation de handicap et les Autochtones. Le plan comprenait des stratégies de réconciliation avec les Autochtones et prévoyait une formation sur les compétences en matière de culturelle autochtone à l'intention des cadres, présentée en collaboration avec l'École de la fonction publique du Canada. Par ailleurs, le cadre de mesure du rendement en matière de diversité et d'inclusion a été mis en place pour suivre les progrès accomplis dans la promotion d'une culture de travail reposant sur l'inclusion. SPAC a cherché à diversifier le recrutement par des stratégies ciblées en la matière et fixé des objectifs organisationnels pour l'équité en matière d'emploi. Des ressources et des formations ont été mises en place pour les cadres et les employés afin d'améliorer la santé mentale, le bien-être et l'inclusion en plus de prévenir la discrimination et le harcèlement.

La mise à jour des politiques et le déploiement d'un formulaire de conflit d'intérêts ont contribué au renforcement de la gestion des conflits d'intérêts. En réponse aux recommandations sur les valeurs et l'éthique, SPAC a aussi revu son code de conduite et l'apprentissage obligatoire. Par ailleurs, SPAC a nommé son premier champion des valeurs et de l'éthique et mis sur pied le Réseau des ambassadeurs en valeurs et éthique ministériel.

Pour faciliter l'application de l'Orientation concernant la présence prescrite au lieu de travail du SCT, SPAC a mis en place des outils et des ressources pour les employés et les gestionnaires, ce qui assurera la cohérence des directives ministérielles.

Services des technologies de l'information

En 2024 à 2025, SPAC a progressé dans l'adoption de solutions informatiques évolutives et intégrées à l'échelle de l'organisation, fondées sur des pratiques modernes de gestion des produits. SPAC a aussi élargi GCnova pour fournir des outils de logiciel-service permettant de gérer les solutions informatiques,

de réduire les frais généraux et d'écourter le délai de rentabilisation au profit des initiatives gouvernementales.

Par ailleurs, SPAC a déployé sa stratégie numérique pour assurer la modernisation et l'uniformisation de son portefeuille technologique, tout en évaluant l'application de l'IA aux services de soutien ministériels (ex., utilisation d'un robot conversationnel pour le bureau de service et d'autres services d'information).

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Tableau 21 : Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus en ce qui a trait aux services internes pour l'exercice

Le tableau 21 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des ETP requis pour obtenir ces résultats.

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	322 627 875 \$	392 425 072 \$
Équivalents temps plein	3 449	3 335

La [section Finances de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) et la [section Personnel de l'infographie de SPAC dans l'InfoBase du GC](#) présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne son répertoire des programmes.

Marchés attribués à des entreprises autochtones

Chaque année, les ministères du gouvernement du Canada sont tenus d'attribuer au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones.

Résultat de Services publics et Approvisionnement Canada pour 2024 à 2025

SPAC a continué à s'efforcer d'attribuer au moins 5 % de la valeur totale de ses contrats à des entreprises autochtones.

Tableau 22 : Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones⁴⁰

Comme il est indiqué dans le tableau 22, SPAC a attribué 3,16 % de la valeur totale de tous ses marchés à des entreprises autochtones au cours de l'exercice.

Indicateurs de rendement liés à l'attribution de marchés	Résultats 2024 à 2025
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones ⁴¹ (A)	234 284 925\$

⁴⁰ Le terme « marché » désigne un accord contraignant portant sur l'acquisition d'un bien, d'un service ou d'une construction, à l'exclusion des baux immobiliers. Il comprend les avenants aux marchés et les marchés conclus au moyen de cartes d'achat d'une valeur supérieure à 10 000,00 \$.

⁴¹ Aux fins de la cible d'un minimum de 5 %, les données présentées dans ce tableau reposent la définition d'une entreprise autochtone établie par Services aux Autochtones Canada, comme étant soit : une entreprise dont le

Indicateurs de rendement liés à l'attribution de marchés	Résultats 2024 à 2025
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones et non autochtones ⁴² (B)	7 409 626 048 \$
Valeur des exceptions approuvées par l'administrateur général (C)	Aucune approbation d'exception n'a été demandée par l'administrateur général
Pourcentage de marchés attribués à des entreprises autochtones $[A / (B - C) \times 100]$	3,16 %

La valeur totale des contrats attribués à des entreprises autochtones comprend les contrats de sous-traitance attribués aux entreprises autochtones par des entrepreneurs principaux non autochtones. Compte tenu de la portée et de la valeur importantes des contrats qui soutiennent les projets de SPAC, le partenariat avec les soumissionnaires non autochtones retenus pour créer des occasions d'affaires pour les entreprises autochtones a été un succès stratégique. La sous-traitance autochtone a représenté plus de 60% du résultat déclaré en 2024 à 2025.

L'administrateur général n'a approuvé aucune exception à l'objectif pour l'exercice 2024 à 2025.

Dans son Plan ministériel 2025 à 2026, SPAC a estimé qu'il attribuerait 5 % de la valeur totale de ses contrats à des entreprises autochtones d'ici la fin de l'exercice.

Le budget d'approvisionnement global de SPAC a augmenté de plus de 1,5 milliard de dollars (27 %) à la suite de trois modifications de contrat importantes en 2024 à 2025. Aucun de ces contrats à long terme n'a été conclu à l'origine avec des entreprises autochtones, ce qui s'est fortement répercuté sur l'atteinte de l'objectif de 5 %. Les contrats de grande valeur de SPAC dépassent actuellement les capacités de la plupart des entreprises autochtones actuelles et les empêchent de participer pleinement au processus d'approvisionnement.

Pour les contrats de faible valeur (moins de 3,75 millions de dollars), SPAC a attribué à des entreprises autochtones des contrats totalisant environ 18 millions de dollars, soit plus de 6 % de la valeur des contrats de faible valeur. Par rapport aux exercices précédents, SPAC a donc obtenu des résultats solides et stables pour ces contrats, où les entreprises autochtones ont été mises à contribution avec un maximum d'efficacité.

Pour ses gros contrats, SPAC intègre d'autres formes de participation autochtone, en partenariat avec des détenteurs de contrat non autochtones. Ces plans de participation autochtone prévoient des contrats de sous-traitance pour les entreprises autochtones ainsi que des formations ou d'autres services d'accès à l'emploi pour les Autochtones. Si certains de ces éléments de participation ne sont pas

propriétaire-exploitant est un Aîné, un conseil de bande ou un conseil tribal; une entreprise inscrite au [Répertoire des entreprises autochtones](#); une entreprise qui est inscrite à une liste d'entreprises bénéficiaires d'un traité moderne.

⁴² La valeur totale des contrats attribués comprend les modifications de contrat et les contrats conclus par cartes d'achat d'une valeur minimale de 10 000 \$.

pris en compte dans l'objectif de 5 %, ils contribuent à l'atteinte de l'objectif global du gouvernement du Canada, soit la réconciliation avec les peuples autochtones.

Dépenses et ressources humaines

Dans la présente section

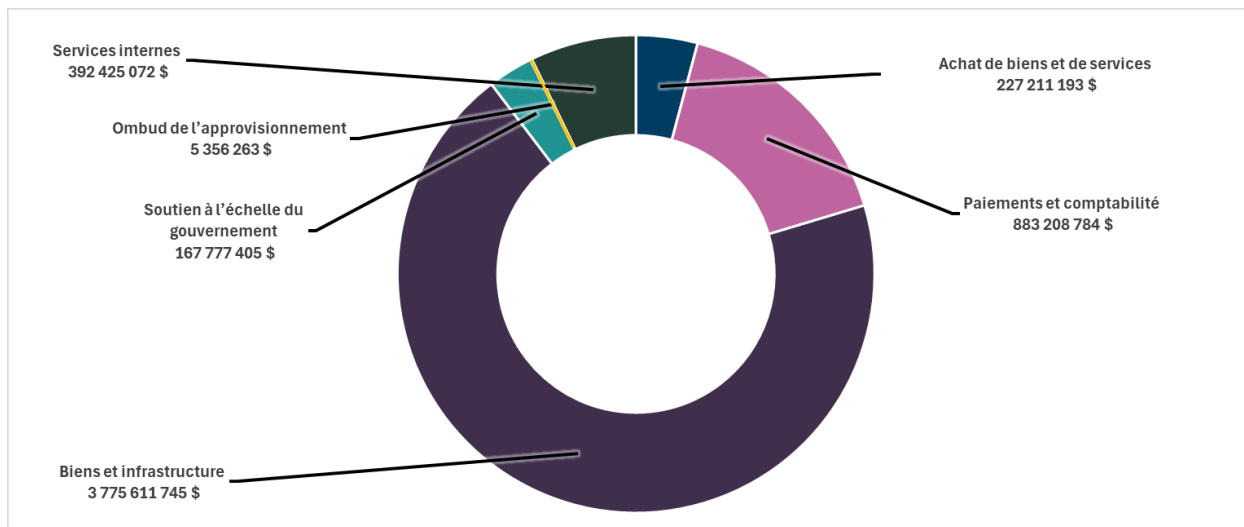
- [Dépenses](#)
- [Financement](#)
- [Faits saillants des états financiers](#)
- [Ressources humaines](#)

Dépenses

Cette section présente un aperçu des dépenses prévues et réelles du ministère de l'exercice 2022 à 2023 à l'exercice 2027 à 2028.

Graphique 1 : Dépenses réelles par responsabilité essentielle en 2024 à 2025

Le graphique 1 montre les dépenses que le ministère a engagées en 2024 à 2025 pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.



Version texte du graphique 1

Responsabilités essentielles et services internes	2024 à 2025 Dépenses réelles
Achat de biens et de services	227 211 193 \$
Palements et comptabilité	883 208 784 \$
Biens et infrastructure	3 775 611 745 \$
Soutien à l'échelle du gouvernement	167 777 405 \$
Ombud de l'approvisionnement	5 356 263 \$

Responsabilités essentielles et services internes	2024 à 2025 Dépenses réelles
Services internes	392 425 072 \$

Analyse des dépenses réelles par responsabilité essentielle

Pour l'exercice 2024 à 2025, les dépenses nettes du ministère en programmes et services totalisent **5 451,6 millions de dollars**. Les programmes et les services du ministère sont fournis au moyen des responsabilités essentielles et des services internes suivants :

Achat de biens et de services (227,2 millions de dollars) : SPAC achète des biens et des services au nom du gouvernement du Canada.

Paiements et comptabilité (883,2 millions de dollars) : SPAC perçoit les recettes et émet les paiements, tient les comptes financiers du Canada, produit les rapports financiers et gère les services de paye et de pension du gouvernement du Canada.

Biens et infrastructure (3 775,6 millions de dollars) : SPAC fournit des locaux à bureaux aux fonctionnaires fédéraux et aux parlementaires; construit, entretient et gère les biens fédéraux et d'autres ouvrages publics, comme les ponts et les barrages; et fournit des services connexes aux organisations fédérales.

Soutien à l'échelle du gouvernement (167,8 millions de dollars) : SPAC fournit des services administratifs et des outils aux organisations fédérales qui leur permettent d'offrir des programmes et des services aux Canadiens.

Ombud de l'approvisionnement (5,4 millions de dollars) : Le Bureau de l'Ombud de l'approvisionnement mène ses activités sans aucun lien de dépendance avec les autres organisations fédérales. En vertu de la loi, il doit examiner les pratiques d'approvisionnement des organisations fédérales ainsi que les plaintes des fournisseurs canadiens, et fournir des services de règlement des différends.

Services internes (392,4 millions de dollars) : Les Services internes comprennent les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales.

Veuillez consulter la section [Sommaire du rendement budgétaire](#) pour connaître les tendances et les écarts importants au cours des trois derniers exercices.

Recentrer les dépenses gouvernementales

Dans le budget de 2023, le gouvernement s'est engagé à réduire les dépenses de 14,1 milliards de dollars sur les cinq prochaines années à compter de 2023 à 2024, et de 4,1 milliards de dollars chaque année par la suite.

Dans le cadre du respect de cet engagement, SPAC a identifié les réductions de dépenses suivantes :

- 2024 à 2025 : 148,2 millions de dollars;
- 2025 à 2026 : 154,1 millions de dollars;
- 2026 à 2027 et après : 162,2 millions de dollars.

Au cours de l'exercice 2024 à 2025, SPAC s'est efforcé de réduire ses dépenses grâce aux mesures suivantes :

- l'optimisation de son portefeuille de locaux à bureaux;
- l'examen de ses activités d'investissement;
- la recherche d'occasion de synergies et de regroupement des activités;
- le changement de la composition des effectifs pour favoriser les compétences essentielles de demain;
- la mise à profit des modèles d'affaire mis en place depuis la pandémie;
- l'adoption de nouvelles technologies et l'automatisation des processus;
- l'évolution des activités de programme qui pourraient ne plus être essentielles.

Malgré ces mesures de réduction, SPAC demeure résolu à remplir son rôle de fournisseur de services communs. En appui à cet engagement, SPAC a reçu des fonds supplémentaires dans le cadre du Budget supplémentaire des dépenses afin de poursuivre la mise en œuvre des initiatives clés, comme les dépenses en immobilisations et l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération, ce qui a entraîné une hausse des dépenses entre l'exercice 2023 à 2024 et l'exercice 2024 à 2025. Des détails supplémentaires sur les écarts dans les dépenses réelles sont fournis sous la rubrique [Analyse des dépenses des trois derniers exercices](#), dans la section Sommaire du rendement budgétaire.

Sommaire du rendement budgétaire

Tableau 23 : Dépenses réelles de trois exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau 23 montre l'argent que SPAC a dépensé au cours de chacun des trois derniers exercices pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2024 à 2025	Autorisations totales pouvant être utilisées pour 2024 à 2025	Dépenses réelles de trois exercices (autorisations utilisées)
Achat de biens et de services	181 701 564	375 774 904	• 2022 à 2023 : 184 863 896 • 2023 à 2024 : 196 842 940 • 2024 à 2025 : 227 211 193
Paiements et comptabilité	767 912 712	986 439 256	• 2022 à 2023 : 564 043 558 • 2023 à 2024 : 836 496 904 • 2024 à 2025 : 883 208 784
Biens et infrastructure	3 347 618 258	4 132 758 281	• 2022 à 2023 : 3 197 493 336 • 2023 à 2024 : 3 757 979 775

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2024 à 2025	Autorisations totales pouvant être utilisées pour 2024 à 2025	Dépenses réelles de trois exercices (autorisations utilisées)
			• 2024 à 2025 : 3 775 611 745
Soutien à l'échelle du gouvernement	159 892 137	207 165 448	• 2022 à 2023 : 144 364 383 • 2023 à 2024 : 174 902 636 • 2024 à 2025 : 167 777 405
Ombud de l'approvisionnement	4 480 464	5 818 165	• 2022 à 2023 : 4 630 094 • 2023 à 2024 : 4 697 286 • 2024 à 2025 : 5 356 263
Total partiel	4 461 605 135	5 707 956 054	• 2022 à 2023 : 4 095 395 267 • 2023 à 2024 : 4 970 919 541 • 2024 à 2025 : 5 059 165 390
Services internes	322 627 875	414 268 635	• 2022 à 2023 : 354 395 781 • 2023 à 2024 : 404 361 844 • 2024 à 2025 : 392 425 072
Total	4 784 233 010	6 122 224 689	• 2022 à 2023 : 4 449 791 048 • 2023 à 2024 : 5 375 281 385 • 2024 à 2025 : 5 451 590 462

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués et différer de ceux indiqués sur d'autres documents publics.

Analyse des dépenses des trois derniers exercices

Autorisations totales disponibles pouvant être utilisées par rapport au Budget principal des dépenses par rapport aux dépenses réelles pour l'exercice en cours

Les autorisations totales de SPAC pouvant être utilisées pour 2024 à 2025 s'élèvent à **1 338,0 millions de dollars** de plus que le Budget principal des dépenses, principalement en raison du financement supplémentaire approuvé au cours de l'exercice dans le cadre du processus du Budget supplémentaire des dépenses (principalement lié à des fonds supplémentaires reçus pour des dépenses en immobilisations et l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération), ainsi que des autorisations non employées reportées de l'exercice précédent (principalement liées à des autorisations non employées reportées des fonds renouvelables et au report du budget de fonctionnement des autorisations de l'exercice précédent).

Les dépenses réelles de SPAC pour 2024 à 2025 sont inférieures de **670,6 millions de dollars** par rapport aux autorisations totales pouvant être utilisées. Cette situation s'explique principalement par **401,6 millions de dollars** d'autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs, provenant majoritairement des autorisations non employées des fonds renouvelables et des autorisations annulées de **269,0 millions de dollars**. Les autorisations annulées s'expliquent principalement par une

combinaison de changements au calendrier et à la portée des projets, des retards dans la dotation en personnel et une réduction des coûts des projets. SPAC a demandé qu'une partie des fonds annulés soit reportée afin de soutenir les initiatives en cours.

Dépenses réelles sur trois exercices

L'augmentation globale de **1 001,8 millions de dollars** entre les dépenses réelles de 2022 à 2023 et celles de 2024 à 2025 est expliquée par les éléments suivants :

Le ministère a dépensé environ **925,5 millions de dollars** de plus au cours de l'exercice 2023 à 2024 qu'en 2022 à 2023. L'augmentation est principalement due à :

- Paiements et comptabilité :
 - L'augmentation des dépenses pour aider à stabiliser le système de paye de la fonction publique, éliminer l'arriéré des problèmes de paye, augmenter la capacité de prestation des services de paye en plus des activités liées à l'initiative RH et paye et ProGen suite au transfert en provenance de Services partagés Canada;
 - Le délai entre les paiements et les recouvrements des dépenses dans le cadre du programme de paiements en remplacement d'impôts, principalement attribuable aux paiements à la Ville de Montréal et au recouvrement auprès d'Aéroports de Montréal.
- Biens et infrastructure :
 - Dépenses pour réaliser les projets en lien avec les biens et infrastructures du ministère, tels que la réfection majeure de la Place du Portage III, le PASE, la réhabilitation et la modernisation de l'enveloppe du bâtiment des Terrasses de la Chaudière, le programme de réhabilitation de l'édifice du Centre et l'achat de l'édifice du 181, rue Queen à Ottawa pour les locaux de la Chambre des communes;
 - Financement supplémentaire reçu pour la protection contre l'inflation et les variations de prix liées aux besoins en espace et aux facteurs dans le secteur immobilier sur lesquels SPAC a très peu ou aucun contrôle, comme le loyer, le coût des services publics et le coût de gestion de locaux.

Le ministère a dépensé environ **76,3 millions de dollars** de plus au cours de l'exercice 2024 à 2025 qu'en 2023 à 2024. Cette augmentation est principalement attribuable à :

- Achat de biens et de services :
 - L'augmentation des salaires en raison de la ratification de la convention collective du groupe Commerce et Achat.
- Paiements et comptabilité :
 - Le financement supplémentaire reçu pour appuyer le projet d'analyse de faisabilité de la gestion du capital humain dans le cadre de l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération;

- L'augmentation est partiellement compensée par une diminution attribuable à un décalage entre le moment où un paiement en remplacement d'impôts est émis aux municipalités et le moment où le coût est recouvré auprès d'autres ministères.
- Biens et infrastructure :
 - Les dépenses pour la réalisation de projets en biens et infrastructure du ministère, y compris des projets majeurs dans la RCN, comme la réhabilitation des Terrasses de la Chaudière et de l'Édifice commémoratif de l'Ouest, ainsi que la phase initiale de la présidence canadienne du G7 en 2025;
 - La poursuite de la mise en œuvre de la VPLT, une stratégie sur plusieurs décennies visant à restaurer et à moderniser la Cité parlementaire du Canada, notamment pour le Programme de réhabilitation de l'édifice du Centre, ainsi que poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de Laboratoires Canada;
 - L'augmentation est partiellement compensée par une diminution attribuable au calendrier des paiements provisoires versés à l'entrepreneur pour le PASE, ainsi que par l'achat de l'édifice situé au 181, rue Queen (Ottawa), ces deux opérations ayant eu lieu lors de l'exercice précédent.

La [section Finances de l'infographie pour SPAC sur l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements financiers plus détaillés des exercices précédents.

Tableau 24 : Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Le tableau 24 présente les dépenses prévues de SPAC au cours de trois prochains exercices relativement à ses responsabilités essentielles et à ses services internes.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues 2025 à 2026	Dépenses prévues 2026 à 2027	Dépenses prévues 2027 à 2028
Achat de biens et de services	187 050 746	161 641 612	163 201 203
Paielements et comptabilité	1 109 124 404	1 037 290 136	329 084 962
Biens et infrastructure	5 384 718 661	4 031 043 239	3 643 020 790
Soutien à l'échelle du gouvernement	192 421 726	156 822 540	151 320 758
Ombud de l'approvisionnement	4 534 537	4 537 309	4 537 309
Total partiel	6 877 850 074	5 391 334 836	4 291 165 022

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues 2025 à 2026	Dépenses prévues 2026 à 2027	Dépenses prévues 2027 à 2028
Services internes	385 051 530	332 997 157	279 100 121
Total	7 262 901 604	5 724 331 993	4 570 265 143

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués et différer de ceux indiqués sur d'autres documents publics.

Analyse des dépenses des trois prochains exercices

Pour l'exercice 2027 à 2028, le ministère prévoit dépenser **2 693 millions de dollars** de moins qu'au cours de l'exercice 2025 à 2026. Cette diminution est principalement expliquée par :

- Achat de biens et de services :
 - La fin du financement supplémentaire reçu dans le budget 2023 pour la phase suivant la mise en œuvre de la solution d'achats électroniques en nuage.
- Paiements et comptabilité :
 - La fin du financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de la paye et de réduire l'arriéré des problèmes de paye, ainsi que l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération.
- Biens et infrastructure :
 - La réduction du financement associé aux projets majeurs tels que la modernisation et la réhabilitation de l'enveloppe du bâtiment des Terrasses de la Chaudière, la rénovation majeure de Lester B. Pearson et le PASE, en raison de la mise en œuvre des programmes de travail prévus.
- Soutien à l'échelle du gouvernement :
 - Les économies générées par des technologies, telles que la traduction automatique neuronale, la rationalisation des processus et l'attrition pour les services linguistiques;
 - une diminution du financement pour les services parlementaires à distance et hybrides, à la fin du financement pour le Sommet du G7, et la fin du financement supplémentaire pour le projet de Transformation du système de sécurité industrielle.
- Services internes :
 - La fin du financement supplémentaire reçu pour les services internes liés à l'administration de la paye;
 - Les fluctuations du financement pour les projets de technologies de l'information, tels que le renouvellement des ordinateurs portables du ministère, la plateforme fiable du gouvernement du Canada et la convergence numérique;

- Le financement supplémentaire reçu pour l'exercice 2025 à 2026 pour le projet S/4HANA.

Le financement sera rajusté si de futures autorisations sont reçues.

La [section Finances de l'infographie pour SPAC sur l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements financiers plus détaillés liés à des exercices futurs.

Tableau 25 : Sommaire des dépenses budgétaires brutes réelles (en dollars)

Le tableau 25 fait le rapprochement des dépenses brutes et des dépenses nettes pour 2024 à 2025.

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses brutes réelles 2024 à 2025	Revenus réels affectés aux dépenses 2024 à 2025	Dépenses nettes réelles (autorisations utilisées) 2024 à 2025
Achat de biens et de services	421 895 837	194 684 644	227 211 193
Paielements et comptabilité	1 076 677 370	193 468 586	883 208 784
Biens et infrastructure	7 253 392 166	3 477 780 421	3 775 611 745
Soutien à l'échelle du gouvernement	504 423 561	336 646 156	167 777 405
Ombud de l'approvisionnement	5 356 263	0	5 356 263
Total partiel	9 261 745 197	4 202 579 807	5 059 165 390
Services internes	466 406 085	73 981 013	392 425 072
Total	9 728 151 282	4 276 560 820	5 451 590 462

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués et différer de ceux indiqués sur d'autres documents publics.

Analyse du sommaire des dépenses budgétaires brutes réelles

Les principales sources de recettes du ministère, déduites des dépenses, sont perçues par l'intermédiaire du programme Locaux fédéraux et infrastructure des services immobiliers, ainsi que par ses 3 fonds renouvelables actifs.

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers perçoit la plupart des recettes en fournissant des services immobiliers, comme la réalisation de projets, la gestion des installations et les services consultatifs. Le programme Locaux fédéraux et infrastructure des services immobiliers génère des revenus principalement :

- en offrant des espaces, des salles de conférence et des places de stationnement;
- en préparant des espaces à l'occupation;
- en produisant et en distribuant des services publics.

Les recettes sont également perçues par le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction, qui offre des services de traduction, d'interprétation et d'autres services linguistiques, ainsi que par le Fonds renouvelable des services optionnels, principalement pour des services de déplacements et de la gestion du transport.

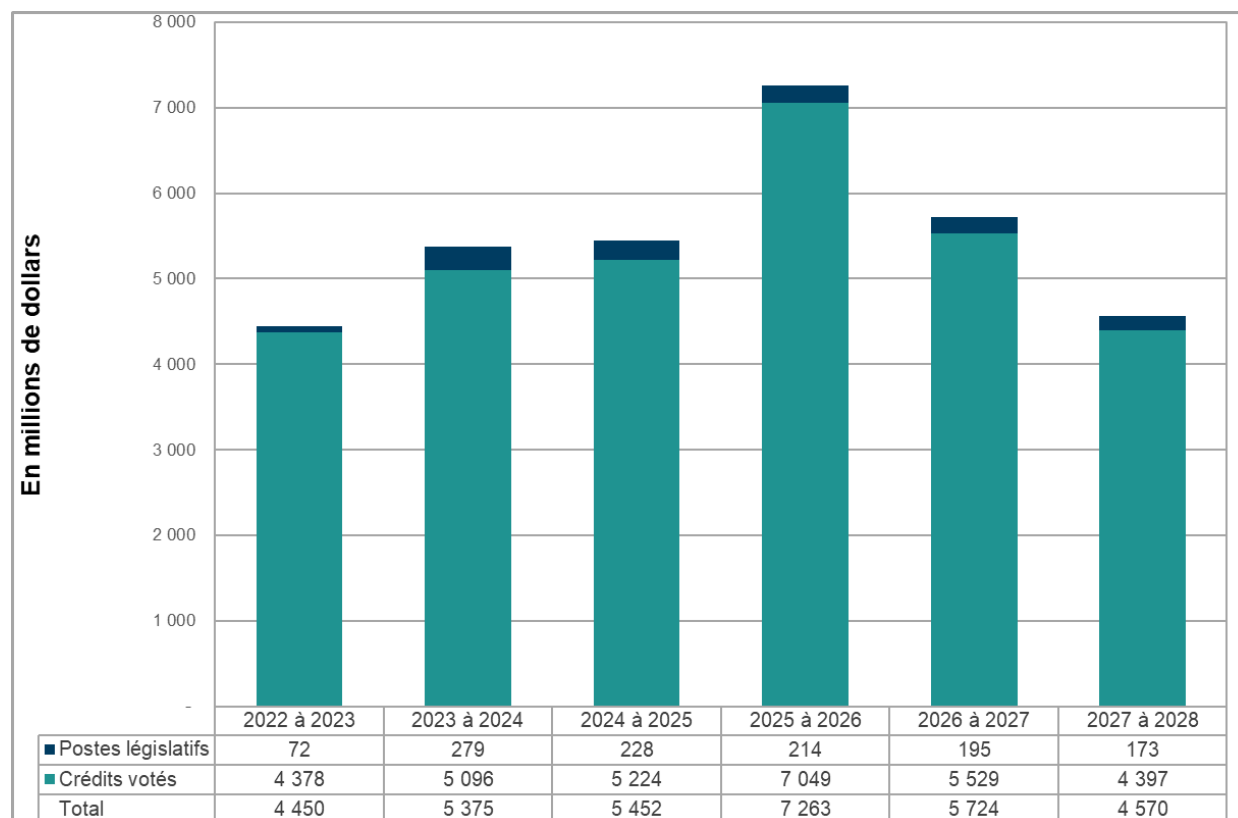
La [section Finances de l'infographie pour SPAC sur l'InfoBase du GC](#) présente des renseignements sur l'harmonisation des dépenses de SPAC avec les dépenses et les activités du gouvernement du Canada.

Financement

Cette section présente un aperçu du financement voté et législatif du ministère par rapport à ses responsabilités essentielles et à ses services internes. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les autorisations de financement, consultez la [page sur les Budgets et dépenses du gouvernement du Canada](#).

Graphique 2 : Financement approuvé (législatif et voté) pour une période de six exercices

Le graphique 2 résume le financement voté et législatif du ministère pour la période de 2022 à 2023 à 2027 à 2028.



Version texte du graphique 2

Le graphique 2 comprend les renseignements qui suivent dans un graphique à barres :

Exercice	Postes législatifs	Crédits votés	Total
2022 à 2023	72 000 000	4 378 000 000	4 450 000 000
2023 à 2024	279 000 000	5 096 000 000	5 375 000 000
2024 à 2025	228 000 000	5 224 000 000	5 452 000 000
2025 à 2026	214 000 000	7 049 000 000	7 263 000 000
2026 à 2027	195 000 000	5 529 000 000	5 724 000 000
2027 à 2028	173 000 000	4 397 000 000	4 570 000 000

Analyse du financement législatif et voté pour une période de six exercices

Ce graphique à barres représente les dépenses réelles de l'exercice 2022 à 2023 à l'exercice 2024 à 2025 et les dépenses prévues pour l'exercice 2025 à 2026 à l'exercice 2027 à 2028, réparties entre les dépenses législatives et les dépenses votées.

Les dépenses réelles de SPAC pour l'exercice 2024 à 2025 s'élèvent à **5 452 millions de dollars**, une augmentation de **1 002 millions de dollars** par rapport aux dépenses réelles de 2022 à 2023. Des détails supplémentaires sur les écarts de dépenses réelles sont fournis sous la rubrique [Analyse des dépenses des trois derniers exercices](#), dans la section Sommaire du rendement budgétaire.

Pour l'exercice 2025 à 2026 à l'exercice 2027 à 2028, les chiffres représentent les dépenses totales prévues qui reflètent le financement approuvé par le Conseil du Trésor, au moment du Plan ministériel 2025 à 2026, en appui aux responsabilités essentielles du ministère. Dans l'ensemble, il y a une diminution des dépenses prévues au cours de l'horizon de planification de l'exercice 2025 à 2026 à l'exercice 2027 à 2028. Des détails supplémentaires sur les écarts des dépenses prévues sont fournis sous la rubrique [Analyse des dépenses des trois prochains exercices](#), dans la section Sommaire du rendement budgétaire.

Consultez les [Comptes publics du Canada](#) pour en savoir plus sur les dépenses votées et législatives de SPAC.

Faits saillants des états financiers

Les [états financiers consolidés de SPAC \(non audités\)](#) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025.

Tableau 26: État condensé des résultats (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2025 (en dollars)

Le tableau 26 résume les charges et les revenus pour 2024 à 2025 qui affectent le coût de fonctionnement avant le financement du gouvernement et les transferts.

Renseignements financiers	Résultats réels 2024 à 2025	Résultats prévus 2024 à 2025	Différence (réels moins prévus)
Total des charges	7 751 420 323	7 281 400 500	470 019 823
Total des revenus	3 506 824 242	3 269 106 511	237 717 731
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	4 244 596 081	4 012 293 989	232 302 092

Analyse des charges et des revenus pour 2024 à 2025

Les charges en 2024 à 2025 ont été de 470 millions de dollars plus élevées que prévu, principalement en raison de :

- l'augmentation du volume d'affaires avec les autres ministères dans le Fonds renouvelable des Services immobiliers et dans le Fonds renouvelable des Services optionnels;
- financement supplémentaire reçu pour appuyer le projet d'analyse de faisabilité de la gestion du capital humain dans le cadre de l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération;
- financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de paye et de réduire l'arriéré des problèmes de paye, pour l'élaboration d'une solution numérique visant la modernisation des services de prestation des ressources humaines, ainsi que pour les services de ressources humaines;
- l'augmentation des salaires en raison de la ratification de la convention collective du groupe Commerce et Achat.

Les revenus en 2024 à 2025 ont été de 238 millions de dollars plus élevés que prévu, principalement en raison d'une augmentation du volume d'affaires avec les autres ministères dans les mêmes Fonds renouvelables ainsi qu'une augmentation des revenus de location.

Les renseignements sur les résultats prévus pour 2024 à 2025 proviennent de l'[État des résultats prospectif consolidé pour l'exercice se terminant le 31 mars 2025 \(non audité\)](#) de SPAC.

Tableau 27: État condensé des résultats (non audité) pour les exercices 2023 à 2024 et 2024 à 2025 (en dollars)

Le tableau 27 résume les charges et les revenus réels et montre le coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.

Renseignements financiers	Résultats réels 2024 à 2025	Résultats réels de 2023 à 2024	Différence (2024 à 2025 moins 2023 à 2024)
Total des charges	7 751 420 323	7 465 361 002	286 059 321
Total des revenus	3 506 824 242	3 398 170 593	108 653 649
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	4 244 596 081	4 067 190 409	177 405 672

Analyse des différences de charges et de revenus entre 2023 à 2024 et 2024 à 2025

L'augmentation de 286 millions de dollars des charges est principalement attribuable à :

- l'augmentation du volume d'affaires avec les autres ministères dans le Fonds renouvelable des Services immobiliers et dans le Fonds renouvelable des Services optionnels.
- financement supplémentaire reçu pour appuyer le projet d'analyse de faisabilité de la gestion du capital humain dans le cadre de l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération.
- l'augmentation des salaires en raison de la ratification de la convention collective du groupe Commerce et Achat.

L'augmentation de 109 millions de dollars des revenus est principalement attribuable à une augmentation du volume d'affaires avec les autres ministères dans les mêmes Fonds renouvelables.

Tableau 28 : État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2025 (en dollars)

Le tableau 28 fournit un résumé des montants que le ministère doit ou doit dépenser (passifs) et de ses ressources disponibles (actifs), ce qui aide à déterminer la capacité du ministère à mettre en œuvre des programmes et des services.

Renseignements financiers	Exercice en cours (2024 à 2025)	Exercice précédent (2023 à 2024)	Différence (2024 à 2025 moins 2023 à 2024)
Total des passifs nets	4 312 431 329	4 481 762 321	(169 330 992)
Total des actifs financiers nets	1 386 332 429	1 580 839 058	(194 506 629)

Renseignements financiers	Exercice en cours (2024 à 2025)	Exercice précédent (2023 à 2024)	Différence (2024 à 2025 moins 2023 à 2024)
Dette nette du ministère	2 926 098 900	2 900 923 263	25 175 637
Total des actifs non financiers	13 182 888 639	11 929 447 922	1 253 440 717
Situation financière nette du ministère	10 256 789 739	9 028 524 659	1 228 265 080

Analyse du passif et de l'actif du ministère depuis le dernier exercice fiscal

La diminution de 169 millions de dollars du total des passifs nets découle principalement d'une diminution des obligations au titre d'immobilisations corporelles louées en raison des paiements effectués au cours de l'année ainsi qu'à la résiliation anticipée du bail du 40, rue Elgin, à la suite de l'acquisition de l'édifice Central par SPAC.

La diminution de 195 millions de dollars du total des actifs financiers nets découle principalement d'une diminution du montant que le ministère est autorisé à prélever sur le Trésor, en raison de la diminution des comptes créditeurs auprès des parties externes. La diminution des comptes débiteurs et des avances a également contribué à la baisse des actifs financiers.

L'augmentation de 1 253 millions de dollars du total des actifs non financiers (actifs ayant une substance physique qui sont utilisés pour fournir des services et dont la durée de vie utile s'étend au-delà d'une période comptable, comme les biens immobiliers, l'équipement ou la machinerie qui ont été acquis, construits ou loués) est principalement attribuable à une augmentation des immobilisations corporelles afin de poursuivre la mise en œuvre de la VPLT de la Cité parlementaire, notamment pour le Programme de réhabilitation de l'édifice du Centre et l'achat de l'édifice Central situé au 40-46, rue Elgin à Ottawa. L'augmentation est également attribuable aux efforts continus pour la réalisation d'autres projets majeurs en biens et infrastructure du ministère, comme la réfection de la Place du Portage III, la réhabilitation de l'Édifice commémoratif de l'Ouest, le PASE ainsi que la réhabilitation de l'enveloppe du bâtiment des Terrasses de la Chaudière.

Ressources humaines

Cette section présente un aperçu des ressources humaines réelles et prévues du ministère pour la période de l'exercice 2022 à 2023 à l'exercice 2027 à 2028.

Tableau 29 : Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau 29 présente un résumé des ressources humaines, en équivalents temps plein, qui sont associées aux responsabilités essentielles et aux services internes de SPAC pour les trois derniers exercices.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels 2022 à 2023	Équivalents temps plein réels 2023 à 2024	Équivalents temps plein réels 2024 à 2025
Achat de biens et de services	2 294,00	2 352,00	2 263,00
Paie et comptabilité	4 842,11	5 435,00	5 989,00
Biens et infrastructure	4 532,33	4 571,00	4 736,00
Soutien à l'échelle du gouvernement	2 539,11	2 545,00	2 560,00
Ombud de l'approvisionnement	31,03	28,00	33,00
Total partiel	14 238,58	14 931,00	15 581,00
Services internes	3 048,96	3 176,00	3 335,00
Total	17 287,54	18 107,00	18 916,00

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués et différer de ceux indiqués sur d'autres documents publics.

Analyse des ressources humaines des trois derniers exercices

L'augmentation globale de **1 628 équivalents temps plein (ETP)** entre l'exercice 2022 à 2023 et l'exercice 2024 à 2025 s'explique par les éléments suivants :

L'augmentation de **819 ETP** entre l'exercice 2022 à 2023 et l'exercice 2023 à 2024 est principalement attribuable à :

- Paiements et comptabilité :
 - Financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de paye et de réduire l'arriéré des problèmes de paye.

- Biens et infrastructure :
 - Croissance légère et contrôlée des équivalents temps plein dans le programme des Services immobiliers en corrélation avec son volume d'activités pour réaliser les projets de SPAC et d'autres ministères tout en répondant aux priorités du gouvernement et des Services immobiliers.
- Achat de biens et de services :
 - Une augmentation du volume d'activités pour l'approvisionnement maritime et de défense entraînant des besoins supplémentaires en personnel.

L'augmentation de **809 ETP** entre les exercices 2023 à 2024 et 2024 à 2025 est principalement attribuable à ce qui suit :

- Paiements et comptabilité :
 - Le financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de paye et de réduire l'arriéré des problèmes de paye, ainsi que pour appuyer le projet d'analyse de faisabilité de la gestion du capital humain dans le cadre de l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération.
- Biens et infrastructure :
 - Les effectifs requis pour répondre aux besoins opérationnels, principalement dans le cadre des activités du Fonds renouvelable des Services immobiliers, afin de mener à bien les projets prioritaires de SPAC et d'autres ministères gouvernementaux, ainsi que des initiatives telles que la modernisation des outils de prestation de services.

L'augmentation est partiellement compensée par une diminution en ce qui a trait à :

- Achat de biens et de services :
 - La réorientation des ETP en fonction des niveaux de financement du Programme des approvisionnements à la suite de réductions liées à Recentrer les dépenses gouvernementales.

Tableau 30 : Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Le tableau 30 présente les équivalents temps plein prévus pour les responsabilités essentielles et les services internes de SPAC au cours des trois prochains exercices. Les ressources humaines pour l'exercice en cours sont prévues en fonction des données de l'exercice à ce jour.

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2025 à 2026	Équivalents temps plein prévus en 2026 à 2027	Équivalents temps plein prévus en 2027 à 2028
Achat de biens et de services	2 371	2 407	2 409

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2025 à 2026	Équivalents temps plein prévus en 2026 à 2027	Équivalents temps plein prévus en 2027 à 2028
Paielements et comptabilité	6 315	5 697	2 411
Biens et infrastructure	4 672	4 639	4 651
Soutien à l'échelle du gouvernement	2 567	2 523	2 469
Ombud de l'approvisionnement	34	34	34
Total partiel	15 959	15 300	11 974
Services internes	3 458	3 425	3 350
Total	19 417	18 725	15 324

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués et différer de ceux indiqués sur d'autres documents publics.

Analyse des ressources humaines pour les trois prochains exercices

La diminution globale prévue de **4 093 ETP** entre l'exercice 2025 à 2026 et 2027 à 2028 est principalement expliquée par :

- La fin du financement supplémentaire reçu afin de stabiliser les opérations de la paye et de réduire l'arriéré des problèmes de paye, ainsi que l'Initiative de ressources humaines et de paye de la prochaine génération. Les ETP prévus seront rajustés si de futures autorisations sont reçues.
- Le fait de ne pas remplacer les départs d'employés sous le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction, sauf pour les rôles clés et spécialisés. Cette réduction est rendue possible grâce aux gains d'efficacité provenant de la rationalisation des processus et des technologies, telles que la traduction automatique neuronale.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web de SPAC :

- [Renseignements sur les programmes de paiements de transfert](#)
- [Analyse comparative entre les sexes Plus](#)
- [Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes](#)
- De l'information sur la contribution de SPAC au Programme à l'horizon 2030 et aux Objectifs de développement durable des Nations Unies se trouve dans la [Stratégie ministérielle de développement durable](#) de SPAC et les rapports de progression connexes

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au système fiscal pour atteindre des objectifs de politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#). Ce rapport fournit aussi des renseignements détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'ACS Plus liés aux dépenses fiscales.

Renseignements ministériels

Profil du ministère

Ministre(s) de tutelle : Joël Lightbound, PC, MP

Administrateur général : Arianne Reza

Portefeuille ministériel : Public Services and Procurement Canada

Instrument(s) habilitant(s) : La [Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux](#) établit le ministère des Services publics et de l'Approvisionnement Canada

Année de constitution ou de création : 1841

Autre : Le ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a des responsabilités en vertu de 19 autres lois. Les plus importantes sont les suivantes :

- [Loi sur Services partagés Canada](#)
- [Loi sur la capitale nationale](#)
- [Loi sur la Société canadienne des postes](#)
- [Loi sur l'expropriation](#)
- [Loi sur la production de défense](#)
- [Loi sur l'administration des biens saisis](#)
- [Loi sur les biens de surplus de la Couronne](#)
- [Loi sur la gestion des finances publiques](#)

Coordonnées du ministère

Adresse postale

Services publics et Approvisionnement Canada
11, rue Laurier, Portage III, Place du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0S5

Adresse courriel :

questions@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Sites Web : Pour de plus amples renseignements sur les programmes et les services de SPAC, veuillez communiquer avec nous par l'entremise de la page [Demandes de renseignements généraux](#) de notre site Web.

Vous pouvez suivre SPAC sur [Facebook](#), [LinkedIn](#), [X \(Twitter\)](#), [Instagram](#) et [YouTube](#).

Définitions

analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (gender-based analysis plus [GBA Plus])

Outil analytique qui aide à comprendre les répercussions des politiques, des programmes et des initiatives sur différentes personnes. Le fait d'appliquer l'ACS Plus aux politiques, aux programmes et aux initiatives permet de déterminer les différents besoins des personnes touchées, les façons d'être plus réceptif et inclusif ainsi que les méthodes permettant de prévoir et d'atténuer les obstacles potentiels à l'accès ou au bénéfice de l'initiative. L'ACS Plus va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour prendre en compte d'autres facteurs tels que l'âge, le handicap, l'éducation, l'ethnicité, la situation économique, la géographie (y compris la ruralité), la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre qui établit un lien entre les responsabilités essentielles et les résultats ministériels ainsi que les indicateurs de résultat ministériel d'un ministère.

cible (target)

Objectif quantitatif ou qualitatif, mesurable, qu'un ministère, un programme ou une initiative envisage d'atteindre dans un délai déterminé.

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital, paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers ainsi que paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures)

Dépenses et recettes nettes liées aux prêts, aux placements et aux avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son Plan ministériel et son Rapport sur les résultats ministériels.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Entreprise autochtone (Indigenous business)

Dans le cas d'un rapport sur les résultats ministériels, il s'agit de toute entité qui répond aux critères de Services aux Autochtones Canada, à savoir être détenue et gérée par des aînés, des conseils de bande et des conseils tribaux, être inscrite dans le [Répertoire des entreprises autochtones](#) ou être inscrite sur une liste d'entreprises bénéficiaires de traités modernes.

équivalent temps plein (full-time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne dans un budget ministériel. Le calcul d'un équivalent temps plein correspond au nombre des heures de travail d'un employé divisé par le nombre d'heures d'une semaine de travail à temps plein d'un employeur. Par exemple, un employé qui travaille 20 heures pendant une semaine de travail normale de 40 heures représente un équivalent temps plein de 0,5.

indicateur de rendement (performance indicator)

Mesure qualitative ou quantitative qui évalue les progrès réalisés en vue d'atteindre un résultat au niveau d'un ministère ou d'un programme, ou les produits ou résultats attendus d'un programme, d'une politique ou d'une initiative.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Mesure quantitative ou qualitative qui évalue les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Un programme, un projet ou une autre initiative dans le cadre desquels deux ou plusieurs ministères fédéraux reçoivent des fonds pour travailler conjointement pour atteindre un résultat commun généralement lié à une priorité gouvernementale, et dans le cadre duquel les ministres concernés conviennent de le désigner comme horizontal. Des exigences particulières en matière de rapports doivent être respectées, notamment celle imposée au ministère responsable de rendre compte des résultats ministériels et des dépenses regroupés.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment un ministère entend respecter ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (Departmental Plan)

Rapport qui décrit les activités prévues et le rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires au cours d'une période de trois ans. Les plans ministériels sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorité ministérielle (departmental priority)

Plan, projet ou activité sur lequel un ministère met l'accent et dont il rendra compte au cours d'une période de planification particulière. Il s'agit de ce qui importe le plus ou ce qui doit être réalisé en premier en vue d'obtenir les résultats ministériels attendus.

priorités pangouvernementales (government priorities)

Dans le rapport sur les résultats ministériels de 2024-2025, les priorités du gouvernement sont les thèmes généraux qui définissent le programme du gouvernement comme il a été annoncé dans le [discours du Trône de 2021](#).

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de service.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Rapport qui présente les réalisations d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement (performance)

Ce qu'un ministère a fait en utilisant ses ressources pour atteindre ses résultats, dans quelle mesure ces résultats correspondent aux objectifs du ministère et dans quelle mesure les leçons apprises ont été déterminées.

répertoire des programmes (program Inventory)

Une liste qui recense tous les programmes du ministère et les ressources qui contribuent à l'exercice des responsabilités essentielles du ministère et à la réalisation de ses résultats.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les résultats ministériels énumérés pour une responsabilité essentielle correspondent aux résultats que le ministère cherche à obtenir ou sur lesquels il souhaite exercer une influence.

résultat (result)

Un résultat ou un produit lié aux activités d'un ministère, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative.

résultat ministériel (departmental result)

Résultat de haut niveau lié aux responsabilités essentielles d'un ministère.